

LA RUSSIE A TIRÉ 93 MILLIARDS D'EUROS DE BÉNÉFICES DE SES EXPORTATIONS DE GAZ EN 100 JOURS DE GUERRE

Pourquoi les sanctions occidentales sur la Russie seront sans aucun effet

Par Roland Lombardi
Docteur en histoire, géopolitologue, spécialiste du Moyen-Orient



Lorsque l'Occident donne à l'Ukraine ce qu'il a refusé à la Libye

Par Alaeddine Salah
Journaliste, analyste politique tchadien



PP.8-9

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // JEUDI 16 JUIN 2022 // N°327 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

DES MESURES D'APAISEMENT ET DE RENFORCEMENT DU FRONT NATIONAL POUR CLORE LES CONSULTATIONS AVEC LA CLASSE POLITIQUE

A contexte international hostile, consensus à l'interne

P.3



ARRESTATION D'UN INDIVIDU QUI ABUSAIT DE LA CONFIANCE DES GENS EN SE FAISANT PASSER POUR UN HAUT FONCTIONNAIRE DE L'ETAT

L'escroc de Béjaïa entre les mains de la police

P.16



JOURNALISTES, INTELLECTUELS ET EXPERTS ESPAGNOLS S'EXPRIMENT SUR LA SUSPENSION DU TRAITÉ ALGÉRO-ESPAGNOL

« La décision de Pedro Sanchez de soutenir le « Plan d'autonomie » est une « double violation du droit international »

P.3



L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE S'EST DÉROULÉE EN PRÉSENCE DES ACTIONNAIRES, DES ADMINISTRATEURS ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Alliance Assurances annonce une hausse de 2% de son chiffre d'affaires

P.16



IL ÉNUMÈRE LES AVANTAGES QUE LE PROJET COMPORTE

Zeghdar en défenseur du nouveau Code d'investissement

P.5

VALORISATION DES TERRES AGRICOLES

Il faut « d'urgence une stratégie nationale »

P.5



20 ANS DE PRISON FERME REQUIS CONTRE CHAKIB KHELIL

Le Procureur général près la cour d'Alger a requis, mardi dernier, une peine de 20 ans de prison ferme contre l'ancien ministre de l'Energie Chakib Khelil dans l'affaire Sonatrach et du Groupe italien Saipem. Une amende de 2 millions de DA a été requise contre l'accusé avec

confirmation du mandat d'arrêt international émis à son encontre en septembre 2019, et la confiscation de ses biens meubles, de ses avoirs bancaires ainsi que ceux des membres de sa famille. Les accusés sont poursuivis pour les délits de dilapidation

de deniers publics, abus de fonction, conclusion de marchés publics contraires à la réglementation en vigueur, notamment la passation du marché de réalisation du complexe gazier d'Arzew (Oran) en 2008, qui a été accordé au Groupe italien Saipem.

ANDI

UN GUICHET AUX GRANDS INVESTISSEMENTS ET AUX INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Un guichet dédié spécialement aux grands projets, ainsi qu'aux investissements directs étrangers (IDE), sera bientôt ouvert, a annoncé hier, Mustapha Zikara, Directeur général de l'Agence

nationale de développement des investissements (ANDI). «Les grands investissements nécessitent un travail complémentaire de suivi et d'accompagnement. Suivant les orientations

du président de la République, nous avons mis un projet de guichet dédié spécialement aux grands investissements ainsi qu'aux investissements étrangers», a déclaré Zikara.

CHRISTINE LAGARDE AURAIT REFUSÉ TROIS FOIS DE DEVENIR CHEF DU GOUVERNEMENT

ÉLISABETH BORNE, PREMIER MINISTRE EN FRANCE PAR DÉFAUT ?

Christine Lagarde aurait refusé trois fois de devenir Première ministre. C'est ce que rapportent les médias français, en suggérant que le choix de nommer Elizabeth Borne

avait été un choix de « dernière instance ». Fragilisée dès son installation, avec des ministres contestés, dont un fait face à de graves accusations de viols, le gouver-

nement Borne risque de « sauter » d'un moment à l'autre et reste absolument tributaire de ce que vont donner les résultats définitifs des législatives françaises.

DÉFENSE : UN MYSTÉRIEUX AVION A RÉUSSI À TRAVERSER SIX PAYS DE L'OTAN SANS ÊTRE INQUIÉTÉ

Le périple est aussi incroyable qu'inquiétant pour l'armée en plein contexte de guerre en Ukraine. Comme le relate Le Point, un avion a réussi à survoler sept pays européens, dont six appartenant à l'OTAN. Très vite, les autorités se sont rendu compte de sa présence, mais visiblement le Piper Aztec avait décidé de faire la sourde oreille en ne répondant ni aux appels radio ni aux appels visuels d'avions

militaires lancés derrière lui. Selon nos confrères, le petit avion aurait décollé de Lituanie, avant de traverser la Pologne en passant incognito. Une alerte a ensuite été donnée en Hongrie où des chasseurs du pays, des JAS-29 Gripen, l'ont suivi. Puis en Roumanie, ce sont des F-16 américains qui ont pris le relais des Gripen épaulés par ceux de l'armée roumaine. L'avion a ensuite pénétré l'espa-

ce aérien serbe puis bulgare, mais il a pu continuer son chemin, car les autorités de ce pays n'ont pas envoyé d'avions derrière lui, un appareil "sans menace envers la population", a expliqué le ministre de la Défense. Pour Le Point, il ne faut pas exclure une "collusion" entre les autorités du pays et les pilotes de l'avion. Le Piper Aztec a été retrouvé finalement sur une piste désaffectée bulgare.

LE JOURNALISTE ALGÉRIEN AHMED ROUBA PERD SON PROCÈS CONTRE LA BBC

Ahmed Rouba, un journaliste algérien travaillant pour le compte de la BBC depuis une dizaine d'années, vient de perdre son procès qu'il avait intenté contre la même chaîne pour discrimination raciale présumée en 2021 suite à des faits qui se sont déroulés en 2020. Selon le Daily

Mail, Rouba affirmait que des rédacteurs lui avaient mené la vie dure durant les six dernières années. Ses collègues lui reprochaient régulièrement qu'il parle souvent en arabe dialectal (algérien). Chose qui n'a pas été du goût des présents qui lui ont demandé alors de s'exprimer en arabe

classique. Certains d'entre eux ont alors lâché des propos qui ont fâché le journaliste algérien, le traitant notamment de bédouin. La BBC a reconnu que certains commentaires faits étaient "inacceptables". Cependant, ils ont jugé qu'ils n'avaient pas été dits avec malveillance.

LA VOIX DE JAVIER FERNANDEZ-LASQUETTY DÉROUTE PEDRO SANCHEZ

« LA PIRE CHOSE QUE L'ESPAGNE PUISSE FAIRE C'EST D'ÊTRE HOSTILE ENVERS SON PRINCIPAL FOURNISSEUR EN GAZ »

Le ministre de l'Economie et des Finances espagnol Javier Fernandez-Lasquetty a indiqué que « la pire chose que l'Espagne puisse faire c'est d'être hostile envers son principal fournisseur en gaz », en faisant référence à l'Algérie. «Au moment où tout l'Occident est confronté à la crise des prix de l'énergie, la pire chose que l'Espagne puisse faire c'est de provoquer son principal fournisseur en gaz, comme l'a fait Pedro Sanchez», a déclaré Javier Fernandez-Lasquetty à une chaîne de télévision locale. «Je pense que cette décision entièrement irresponsable et hostile du gouvernement Pedro Sanchez



envers l'Algérie va coûter cher et pour les citoyens et pour les entreprises», a soutenu le responsable espagnol. «L'Espagne ne pourra pas, estime-t-il, changer sa position vis-à-vis du Sahara occidental du jour au lendemain, sans pour autant donner

des explication sur cela". «Quand vous êtes en pleine crise d'approvisionnement en gaz, tout ce qui peut se passer relève de la responsabilité du gouvernement qui n'a consulté personne avant de prendre sa décision», insiste-t-il.

GAZ ISRAËLIEN VERS L'EUROPE : RÉALITÉ OU PROPAGANDE DE GUERRE ?

Les médias occidentaux, mobilisés en file indienne depuis le début de la guerre en Ukraine, rapportent l'information en boucle depuis 24 heures : Israël, l'Egypte et l'Union européenne devraient signer un protocole d'accord au Caire, pour exporter le gaz israélien vers l'Europe. « Vers la signature d'un accord d'exportation de gaz naturel vers l'Union européenne », c'est sous ce titre que le ministère israélien de l'Energie a indiqué, dans un communiqué, que sa ministre, Karen Elharar, est partie pour la capitale égyptienne,

Le Caire, dans la journée de mardi, afin de participer aux travaux du Forum du gaz du Moyen-Orient, qui s'est tenu hier, au niveau ministériel. L'information ressemble à s'y méprendre au gazoduc Nigeria-Maroc-Europe qui devait être opérationnelle dès 2023. Ce type d'information, diffusée en pleine guerre, fait de l'effet, mais pour quelques jours uniquement. Les réalités du terrain veulent que les Européens vont encore dépendre du gaz russe. Comme chantait Dalida : « Paroles, paroles, paroles... »

EN RÉPONSE À UNE MESURE SIMILAIRE DE LONDRES, MOSCOU INTERDIT SON TERRITOIRE À 49 BRITANNIQUES

Le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé le 14 juin une liste de 49 citoyens britanniques interdits d'entrée sur le territoire russe en réponse à une action similaire de Londres. «En lien avec les actions anti-russes du gouvernement britannique - l'introduction de sanctions personnelles contre les principaux journalistes de notre pays et les chefs d'entre-

prise du complexe de Défense nationale - il a été décidé de mettre sur la liste russe d'interdiction d'entrée les chefs et correspondants de plusieurs grands médias britanniques, ainsi que des représentants du commandement des forces armées, du complexe militaro-industriel et du lobby de la Défense britannique», indique un communiqué. Des journa-

listes «impliqués dans la diffusion délibérée d'informations fausses et unilatérales sur la Russie», selon la diplomatie russe. Parmi les personnes concernées par ces sanctions, des responsables et des correspondants de la BBC, tels Orla Guerin et Paul Admas, The Guardian, le chroniqueur du Financial Times, Gideon Rachman, et Sophy Ridge, de Sky News.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)

Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz



JOURNALISTES, INTELLECTUELS ET EXPERTS ESPAGNOLS S'EXPRIMENT SUR LA SUSPENSION DU TRAITÉ ALGÉRO-ESPAGNOL

«La décision de Pedro Sanchez de soutenir le «Plan d'autonomie» est une «double violation du droit international»

La suspension par l'Algérie du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec l'Espagne après le changement de position de Madrid concernant le Sahara occidental, est une mesure légale et respecte la légalité internationale, ont assuré, hier, des experts espagnols en droit international.

L'Association des professeurs de droit international public et des relations internationales (AEPDRI) a indiqué dans un article repris par le quotidien "Publico", que la décision du gouvernement espagnol de soutenir le soi-disant « plan d'autonomie », est une "double violation du droit international", parce qu'il est, d'une part, impératif pour tous les Etats de respecter le droit à l'autodétermination des peuples sous domination coloniale, dont le peuple sahraoui. D'autre part, "cela est une violation particulière de la responsabilité qui incombe à l'Espagne en tant que puissance administrante : garantir précisément l'exercice de l'autodétermination de son ancienne colonie". Ainsi, "lorsque l'Espagne viole gravement une norme qui fait partie intégrante de l'ordre juridique international, elle ne peut s'attendre à une absence de réaction (...) Ce droit et cette obligation ont été exécutés par le gouvernement algérien dans le strict respect du droit international", affirme l'association.

"La suspension du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec l'Espagne est une contre-mesure aussi légale que nécessaire et attendue", soutient l'association, laquelle insiste que face à la "violation par l'Espagne du droit international, l'Algérie a l'obligation de réagir". Les professeurs membres de cette association, Ander Gutierrez Solana Journoud et Maria Lopez Belloso des universités du Pays Basque (Euskal Herriko Unibertsitatea) et de Deusto, expliquent dans leur analyse que "la violation flagrante du droit international ainsi que la reconnaissance des conséquences de l'invasion



militaire du régime marocain, obligent tous les Etats à exiger que l'Espagne revienne à la légalité". "Les Etats peuvent et doivent mettre en œuvre des mesures de pression qui imposent la cessation de ce comportement (...) pour préserver les principes clés de l'ordre international, la passivité n'est pas une option", précisent-ils. Cependant, ils rappellent que ce revirement espagnol "n'affecte pas la nature du territoire du Sahara occidental en tant que territoire non autonome, ni le statut des parties". "Cela implique un éloignement du gouvernement espagnol du droit international et des responsabilités juridiques en tant que puissance administrante du territoire". Alors que

Madrid s'est empressée de se plaindre auprès de l'Union européenne (UE) suite à la suspension du traité d'amitié et de bon voisinage, les professeurs ont précisé que "l'Espagne et l'UE ne peuvent pas activer des représailles contre l'Algérie, parce que Alger n'a violé aucune norme internationale". "Les demandes et menaces de l'Espagne et de l'UE au gouvernement algérien de réactiver le traité et les accords commerciaux ne sont pas conformes à la légalité internationale, car il ne s'agit pas d'un acte unilatéral, mais d'une réponse nécessaire à une attaque flagrante de l'Espagne", concluent les experts en droit international.

I.M./avec Agence Presse Service

LA GUERRE EN UKRAINE LIVRE DE NOUVEAUX PARADIGMES

CES INSTITUTIONS ET PUISSANCES QUI FONT ET DÉFONT LES ÉVÉNEMENTS

Les Etats-Unis, l'Otan, la Russie, la Chine semblent être aujourd'hui les puissances qui font les événements du monde. En ne faisant rien, la Chine fait tout : dans un contexte de récession planétaire, elle rachète tout ce qu'elle trouve sur le marché comme matières premières. Elle en revendra une partie au prix fort aux pays développés, surtout aux Etats-Unis et aux Européens. En même temps qu'elle profite des succès des Russes pour imposer son tempo à Taïwan. Donc, elle a marqué des points précieux dans la géostratégie du monde en mouvement. La Russie continue d'avancer selon un schéma tactique qui prend tout le monde au dépourvu. Et les médias occidentaux qui font de la propagande stérile n'y pourront rien, car sur le terrain, l'Ukraine elle-même est en train de demander secours et de compter, publiquement, ses pertes. L'aboutissement, on s'y rapproche laborieusement. L'objectif pour les Russes est de changer un ordre imposé par l'Occident ; et elle est en train d'arriver à le renverser.

Les Etats-Unis, en perte de vitesse, certes, mais qui demeurent une superpuissance mondiale sur laquelle il faudra encore compter, n'a plus toutes les cartes en main pour imposer son rythme. La sous-traitance de la guerre contre les Russes via l'Europe n'a pas fonctionné au quart de tour. L'Ukraine est dévastée pour longtemps, et les pays européens hésitent à jouer le jeu à fond, à l'image de la France, qui multiplie les effets d'annonce, sans rien de concret, et de l'Allemagne, qui tente de gagner du temps pour apprécier sur quelle position se tenir. L'Europe, grand perdant de ce bras-armé Amérique-Russie, en sortira meurtrie, comme après la Seconde Guerre mondiale. Elle le sait, et tente de résister aux effets d'entraînement de l'Otan, qui reste le bras armé des seuls Etats-Unis. L'Afrique, pour une fois, se donne le droit de regarder la guerre de loin. A plusieurs reprises, elle a fait savoir au monde entier que ce ne sont pas les Russes, mais les Européens qui ont colonisé, meurtri et dévasté le continent africain. La Conférence de Berlin qui a présenté l'Afrique en une grosse tarte à manger, était le fait des Européens, pas des Russes; la colonisation, l'esclavagisme, la fabrication des barbouzes et des Chefs d'Etat, également, furent le fait des Européens.

Nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises : la guerre en Ukraine livrera des paradigmes nouveaux, qui ne seront certainement pas au bénéfice des puissances d'hier. O.F.

DES MESURES D'APAISEMENT ET DE RENFORCEMENT DU FRONT NATIONAL POUR CLORE LES CONSULTATIONS AVEC LA CLASSE POLITIQUE

A contexte international hostile, consensus à l'interne

Dans le cadre de la série de consultations qu'il a lancées, il y a plusieurs semaines, avec la classe politique, le président de la République, Abdelmajid Tebboune, a reçu hier, au siège de la Présidence, le leader du Madjlis Echoura du Front pour la Justice et le Développement, Lakhdar Benkhellaf. Selon nos sources, et comme il l'a déjà entendu de la bouche de chefs de parti, le président Tebboune a encore écouté les principales

doléances des formations politiques, pour cette initiative, « qui fait consensus sur le fond, mais exige des réglages sur la forme ». Pour les réglages à établir, la nécessité pour les partis politiques dits d'opposition, de « donner plus de visibilité à cette initiative et plus d'explications et de clarifications également, en plantant le décor d'un dialogue sérieux et responsable », d'autant plus que cette initiative « vise à renforcer et

unifier le front national pour faire face aux défis internes et externes ». Selon nos sources, après plusieurs rounds de consultations franches, le président de la République s'est fait une idée nette et précise sur les propositions, les récriminations et les exigences formulées par les formations politiques, les partenaires socioéconomiques et le mouvement associatif, et qui, passées au crible, peuvent présenter une plate-forme natio-

nale consensuelle. Certains parlent de mesures d'apaisement qui interviendront avant le 5 Juillet, qui devrait être réellement une fête nationale, à travers de nouveaux gages politiques officiels pour dégager une vision politique nationale et unie, qui sera apte à dépasser les clivages internes et consolider un contexte international de guerre où les hostilités, invisibles ou affichées, tendent à s'internationaliser. O. F.

APRÈS SES DÉCLARATIONS EN ALGÉRIE ET À OMAN, LAVROV CONFIRME LES OBJECTIFS RUSSES À RYADH :

« Inacceptabilité de la tentative de l'Occident de dominer la scène mondiale »

Le ministre russe des Affaires étrangères, Serguï Lavrov, a souligné à Ryadh, que l'Occident voulait ouvertement « la nécessité d'établir un ordre mondial unipolaire, qu'ils appelaient un ordre fondé sur des règles ». Quant aux règles, « elles sont élaborées par l'Occident, alors que les autres n'en ont pas le droit, selon eux, et ils ne s'en cachent pas », a déclaré

le ministre russe des Affaires étrangères. « Les tentatives de n'importe quel groupe de pays d'établir leur domination sur la scène mondiale sont inacceptables », mais « les pays occidentaux ont fait d'une telle politique leur priorité absolue » et déclarent ouvertement « la nécessité d'un ordre mondial unipolaire », a

déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d'une conférence de presse à l'issue de sa visite en Arabie saoudite. Lavrov a déclaré que Riyad avait vécu un événement majeur - le cinquième cycle du dialogue stratégique entre la Russie et le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG), qui, a-t-il dit, s'est avéré très opportun

: « Aujourd'hui, nous avons eu une conversation très utile, qui nous a permis de comprendre ces processus très graves, historiques, devrais-je dire, qui se déroulent sur la scène mondiale. Nous en avons déjà parlé publiquement lors du voyage à Bahreïn, et plus tôt en Algérie, puis à Oman », a ajouté Lavrov.

I.Med Amine

TAREK SAGHIR, P-DG ADJOINT DE «TOURISME ET THERMALISME»

5,73 MILLIONS DE TOURISTES ALGÉRIENS PARTENT À L'ÉTRANGER

Le président-directeur général adjoint du Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme, Tarek Saghir, a révélé que les Algériens ont dépensé environ 3,5 milliards de dollars par an pour leurs déplacements et leurs vacances, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, se référant à une étude réalisée par le groupe en 2019. S'exprimant sur les ondes de la radio algérienne, Tarek Seghir a affirmé que le nombre de visiteurs estimés à 2,4 millions en Algérie, dont 1,3 million par an viennent de Tunisie pour des raisons commerciales, tandis que 5,73 millions de touristes quittent l'Algérie, dont 2,8 se dirigent vers la Tunisie, à laquelle l'Algérie contribue, selon lui, avec 70 % de ses recettes touristiques. L'intervenant a souligné la nécessité d'inverser l'équation, conformément aux instructions et directives des hautes autorités du pays pour trouver les moyens d'attirer ce grand nombre de touristes vers la destination locale. Evoquant l'achèvement des démarches d'accueil des vacanciers durant la saison, le même responsable s'est dit «optimiste» quant à cette saison, qui intervient après deux ans de la crise sanitaire que le monde a connue, estimant le retour de l'activité normale de l'établissement, notamment après la forte demande pour les services des entreprises du groupe. Il a noté : Le tourisme algérien vit au milieu d'un marché touristique mature, ce qui explique la concurrence féroce sur les prix qui nous oblige à formuler une vision et des objectifs clairs à moyen et long terme. Afin de promouvoir le tourisme intérieur, le représentant du groupe hôtellerie, tourisme et thermalisme a expliqué que ce dernier a élaboré une stratégie pour l'avancement du secteur d'ici 2030 basée sur quatre axes principaux liés à la réhabilitation et à l'équipement des entreprises du groupe à travers le pays et sa numérisation complète, ainsi que la formation et le développement des compétences des ressources humaines. Saghir a souligné la réhabilitation de 31 entreprises, dont le groupe de traitement d'eau de mer de Sidi Fredj à Alger, l'Hôtel Zayanien à Tlemcen, et les Andalous à Oran et une réhabilitation et un renouvellement prochains d'autres hôtels, à l'instar de l'Hôtel El Djazaïr à Alger.

R. E.

PRODUCTION DE L'ÉNERGIE À BASE D'HYDROGÈNE EN ALGÉRIE Les Allemands apportent leur expertise

Les entreprises allemandes sont par ailleurs disposées à contribuer au développement et au relèvement de la production d'hydrocarbures en Algérie



Par Youcef Salami

Les Allemands manifestent de l'intérêt pour le développement de l'énergie à base d'hydrogène en Algérie. Ils ont déjà commencé à mettre en chantier des projets arrivés à maturité. La ministre adjointe allemande des Affaires étrangères, Mme Katja Keul, en visite depuis lundi dernier à Alger, en a discuté avec la partie algérienne. La diplomate allemande a annoncé « la réalisation, à titre d'essai, d'un projet d'hydrogène en Algérie avec des compagnies allemandes ». Un projet, a-t-elle ajouté, qui sera suivi par « un projet industriel pour la production de l'énergie à partir d'hydrogène ». Reçue en audience par le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, la ministre allemande a mis l'accent sur le soutien à apporter par les sociétés allemandes en matière d'hydrocarbures pour le développement de la

production algérienne. A cet effet, « des conventions seront prochainement établies », a-t-elle indiqué, précisant que « cette rencontre a permis de discuter du renforcement de la coopération entre les deux pays, mettant en avant les potentialités qu'offre l'Algérie dans le domaine de l'énergie solaire ». La ministre adjointe allemande a également fait part de perspectives d'un partenariat gagnant-gagnant entre les sociétés algériennes et leurs homologues allemandes qui détiennent, selon elle, « la technologie en matière d'énergies renouvelables, notamment en matière d'hydrogène vert ». Elle a souligné : « Nous tenons à la concrétisation de ces projets dans les prochains mois ». Le ministre chargé du renouvelable, Benattou Ziane, a également reçu Mme Katja Keul. Il a évoqué une « disponibilité franche » et « une confiance mutuelle » avec la partie alle-

mande pour la réalisation de ces projets et le développement du partenariat dans les différentes filières du renouvelable. Mme Katja Keul s'est également enquis de l'état d'avancement du projet d'appels d'offre à investisseurs pour la réalisation de centrales solaires d'une capacité totale de 1.000 MW, lequel suscite l'engouement des entreprises allemandes. Par ailleurs, Mohamed Arkab a évoqué avec la vice-ministre déléguée des Affaires étrangères du Canada, les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays dans le domaine de l'énergie et des mines, ainsi que les opportunités d'affaires et les perspectives d'investissement en Algérie. La responsable canadienne a émis, dans ce sens, le souhait de voir les entreprises minières canadiennes participer au développement de nouveaux projets miniers en Algérie, avec un partage de

l'expertise et du savoir-faire canadiens en la matière. Par ailleurs, l'Algérie et la Russie ont décidé de renforcer leurs relations de coopération et de partenariat dans le domaine de l'énergie. C'est ce qui ressort de l'entrevue entre Mohamed Arkab et l'ambassadeur de Russie en Algérie Igor Belyaev, qui lui a rendu une visite d'adieu après la fin de sa mission en Algérie. Le diplomate russe a rappelé l'importance et la profondeur des relations amicales entre les deux pays et la volonté de l'Algérie de les développer et d'approfondir la coopération bilatérale. Par ailleurs, le ministre et l'ambassadeur de Russie ont salué le processus de dialogue entre les pays de l'OPEP et les pays non-OPEP pour la stabilité des marchés à moyen et long terme, ainsi que les consultations permanentes entre les deux pays dans le cadre du Forum des pays exportateurs de gaz.

Y. S.

Tourisme : les Saoudiens proposent des alliances durables

Les Saoudiens estiment que les opérateurs algériens ont toutes les chances de réussir sur le marché du tourisme en Arabie. S'exprimant à l'occasion de la tenue, hier à Alger, du forum d'affaires algéro-saoudien, des investisseurs saoudiens se sont dits intéressés à nouer des alliances durables avec des Algériens. Zaid El Asmary, de la délégation saoudienne, a mis en exergue la hausse des échanges de 39,7% entre 2020 et 2021, précisant toutefois que cette performance ne peut cacher la modeste des échanges entre les deux pays. Dans son intervention, il est revenu sur les avancées réalisées par son pays notamment dans la numérisation, à travers lesquelles le royaume compte arracher une place de choix dans l'économie mondiale. De



son côté, Nasser Ei Ailane a relevé, lui, les infrastructures importantes de son pays. Parmi

les neuf ports saoudiens, trois, dit-il, ont été classés parmi les plus grands au monde. De son

point de vue, les chances des investisseurs algériens de prendre place sur le marché saoudien sont très grandes, notamment pour les fruits et légumes dont les importations saoudiennes s'élèvent à 2 milliards de dollars par an. De son côté, le président de la Chambre algérienne du commerce et d'industrie a appelé les investisseurs saoudiens à venir saisir les opportunités qu'offre le marché algérien, notamment à la lumière des réajustements législatifs qui ont été opérés, notamment dans le domaine de l'investissement. Il a longuement évoqué l'appui et l'accompagnement nécessaire que propose la Caci à travers la préparation d'une base de données mixte d'import et d'export. L'objectif étant

d'instaurer une nouvelle ère de la coopération économique, et par ricochet, commerciale, entre Riyad et Alger. S'exprimant à l'ouverture du Forum d'affaires algéro-saoudien, M. Chebbab a relevé que les pays arabes font face à une série de défis qui leur imposent d'entreprendre un «partenariat effectif». Passant au peigne fin les avantages qu'offre le marché algérien, le premier responsable de la CACI cite une stabilité du cadre légal, la levée de toutes les entraves bureaucratiques, la liberté d'investissement consacrée davantage par la nouvelle loi éponyme. Et affirme s'attendre à «davantage de décisions pour booster les relations commerciales et les investissements entre les deux pays».

R. E.

IL ÉNUMÈRE LES AVANTAGES QUE LE PROJET COMPORTE

Zeghdar en défenseur du nouveau Code d'investissement

Le projet de loi sur l'investissement devrait aider les entreprises à développer les activités industrielles prioritaires, porteuses de valeur ajoutée, pour l'économie, et d'équilibre régional.

Par Youcef Salami

Face aux membres de la Commission économique de l'APN, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar a mis sur la table une série d'arguments pour défendre le nouveau Code d'investissement. Il a ainsi affirmé que la nouvelle loi en projet sur l'investissement devrait permettre d'ouvrir de larges perspectives pour l'investissement local et étranger et de redonner confiance à l'investisseur. «La nouvelle loi sur l'investissement aura à fortifier le lien de confiance entre l'investisseur et l'administration chargée du suivi», a déclaré le ministre. Il a ajouté que les rédacteurs de ce projet de loi ont pris en compte les propositions formulées par le patronat et le CNESE. Ahmed Zeghdar a, par ailleurs, indiqué que «des rajustements» ont été introduits dans ce projet de loi, devant assurer la stabilité du cadre législatif sur une durée d'environ 10 ans ainsi que la simplification des procédures, notamment en ce qui concerne l'apport personnel. Le premier

responsable du secteur de l'Industrie a, en outre, fait savoir que ce projet de loi devrait aider les entreprises à développer les activités industrielles prioritaires, porteuses de valeur ajoutée et d'équilibre régional, pour l'économie. «La priorité sera également donnée à l'industrie de transformation technologique, à la création et aux activités en rapport avec l'économie du savoir», a-t-il souligné. Vantant les mérites de la nouvelle loi sur l'Investissement, Zeghdar a mis en avant la clarté du cadre législatif et les avantages que celui-ci accorde aux investisseurs, le but étant d'attirer le maximum d'opérateurs économiques. Et parmi ces avantages, le ministre de l'Industrie a indiqué que «l'investisseur jouit de la totale liberté dans le choix du secteur d'investissement». Dans un autre registre, et aux termes du projet de loi, un investisseur aura toute latitude de bénéficier d'une assiette foncière relevant des biens de l'Etat ainsi que de l'exemption des exigences du commerce extérieur et de la domiciliation bancaire



pour ce qui est des investisseurs étrangers. Enfin, le ministre de l'Industrie a explicité, face aux membres de la Commission économique de l'APN,

d'autres aspects relatifs à l'instauration d'une véritable assise pour l'Investissement en Algérie, en insistant notamment sur cette nouvelle vision des pou-

voirs publics à l'égard de l'investissement, sur les garde-fous mis en place pour protéger les intérêts du pays, et sur de nombreuses formes d'encouragement pour les secteurs prioritaires. La nouvelle réglementation destinée à encadrer l'investissement confirme les ambitions que l'Exécutif s'est initialement fixées, à savoir le renforcement des prérogatives du guichet unique, la réduction des délais de traitement des dossiers d'investissement à travers la numérisation des procédures ainsi que la mise en place de nouveaux dispositifs incitatifs au bénéfice des investisseurs directs étrangers (IDE), créateurs d'emplois et garantissant le transfert de technologie et permettant à l'Algérie d'intégrer les chaînes de valeurs internationales.

R. E.

Y. S.

Les Qataris intéressés par une participation au partenariat agricole

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhafid Henni, a présenté, lors de sa rencontre avec les hommes d'affaires qataris, les possibilités qui s'offrent aux deux pays en vue de poursuivre la coopération dans le domaine agricole. Selon un communiqué du ministère de l'Agriculture, le ministre a reçu, mardi 14 juin, une délégation d'hommes d'affaires qataris présidé par Sheikh Faisal Bin Qassim Al Thani Museum, président du conseil d'administration de la Qatari Businessmen Association. Lors de la rencontre, les deux parties ont abordé les axes les plus importants de la stratégie du secteur qui vise, notamment, à

développer et à moderniser l'agriculture. Dans le même contexte, le ministre a mentionné les domaines d'investissement les plus importants qui ont été identifiés, en particulier les axes liés à l'investissement dans le développement et la valorisation des produits agricoles et leur transformation, en particulier pour les produits stratégiques de grande consommation, tels que les céréales, le lait et le fourrage, ainsi que les cultures industrielles telles que les cultures oléagineuses et sucrières. En outre, le ministre de l'Agriculture a exprimé la volonté du secteur d'accompagner les concessionnaires qatariens souhaitant investir dans le domaine

agricole à travers toutes les facilités offertes par le secteur pour faciliter les démarches administratives des investisseurs et accélérer la réalisation des projets d'investissement qui visent à renforcer la sécurité alimentaire, et travailler ensemble pour réduire la facture d'importation. Dans le même contexte, les hommes d'affaires qataris se sont félicités des facilitations mises à leur disposition par le ministre de l'Agriculture, affirmant leur volonté de mettre en place plusieurs projets d'investissement dans divers domaines, notamment ceux liés aux activités agricoles et aux personnes.

R. E.

Y. S.

VALORISATION DES TERRES AGRICOLES

Il faut «d'urgence une stratégie nationale»

L'expert en gestion durable des terres, Abdelkader Khelifa, a déclaré que la croissance démographique nationale, le contexte géostratégique international et les changements climatiques imposent une stratégie de mise en valeur des terres pour augmenter la production agricole et assurer la sécurité alimentaire du pays. Intervenant à la radio Chaîne 3, M. Khelifa a insisté sur l'urgence d'une mise en œuvre d'une stratégie nationale pour valoriser les terres agricoles et

ralentir, par la même occasion, le phénomène de désertification qui menace le foncier, conformément aux dernières orientations du président de la République. L'intervenant a préconisé, «un diagnostic complet de ce qui a été fait» pour mieux avancer. «Il nous faut des études pour avoir des données fiables sur la base desquelles nous pourrions construire une stratégie», dit-il. Abordant le potentiel dont dispose le pays, M. Khelifa affirme que tous les moyens

humains et matériels sont disponibles pour engager une dynamique nationale durable. Il est impératif, plaide-t-il, d'adapter cette stratégie aux spécificités territoriales afin d'aboutir à des résultats probants en termes de mise en valeur des terres et de production agricole. Au sujet de l'investissement agricole, l'expert estime que le nouveau code d'investissement, une fois adopté, va dénouer la crise et attirer plus de capitaux dans ce domaine.

R. E.

LE PREMIER MINISTRE REÇOIT L'AMBASSADEUR DE RUSSIE À ALGER

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a reçu, mardi, 14 juin, l'ambassadeur de la Fédération de Russie, Igor Beliaev, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de ses missions en Algérie.

La rencontre a permis aux deux parties d'aborder «l'état et les perspectives des relations bilatérales à la lumière des échéances bilatérales importantes que les deux pays préparent en vue d'imprimer une forte dynamique au partenariat stratégique et à la coopération bilatérale dans divers domaines, notamment économique», indiquent les services du Premier ministre dans un communiqué.

Il a été également question des perspectives de hisser ces relations, notamment économiques, à la hauteur des relations historiques solides entre les deux pays.

Y. S.

Le 4 août décrété Journée nationale de l'ANP

Un décret présidentiel portant consécration du 4 août, Journée nationale de l'Armée nationale populaire a été publié au Journal officiel numéro 39, daté du 8 juin dernier. Le texte stipule que la date du 4 août vient commémorer la date de la reconversion de l'Armée de libération nationale en Armée Nationale Populaire, afin de poursuivre, sans cesse, le

processus de l'édification du pays et de la préservation de l'unité nationale, de l'indépendance et de la défense de la souveraineté nationale, ainsi que la préservation de l'intégrité du territoire national. Dans son article 2, le décret dont il s'agit prévoit la célébration de cette journée au niveau de l'ensemble des composantes de l'Armée nationale populaire

déployées à travers tout le territoire national. De même, il précise que cette célébration se fera par l'organisation de manifestations, d'activités et l'attribution de distinctions honorifiques, en hommage et reconnaissance aux Chouhada et Moudjahidine de la glorieuse Révolution de libération, aux Chouhada du devoir national et grands invalides de la lutte antiterroriste et aux personnels

de l'Armée nationale populaire, pour leur dévouement indéfectible et leurs grands sacrifices. Il est utile de rappeler que le Président de la République, dans un discours prononcé le 18 janvier dernier, au siège du ministère de la Défense nationale, a annoncé sa décision d'instituer le 4 août Journée nationale de l'ANP.

Y. S.

HYDROCARBURES

L'ARABIE SAOUDITE AUGMENTE SES LIVRAISONS DE PÉTROLE À L'EUROPE AU DÉTRIMENT DE LA CHINE

■ Après l'annonce d'une hausse de la production, le géant pétrolier saoudien Aramco a décidé de favoriser l'Europe au moment où celle-ci cherche à réduire ses importations de pétrole russe. Il cède ainsi aux demandes pressantes du président américain, Joe Biden, qui cherche à tout prix à juguler la hausse des prix à la pompe.

«L'Europe compense le pétrole russe par le pétrole saoudien», titre le quotidien saoudien Al-Riyadh en une. «L'Union européenne s'active [...] pour se dégager graduellement du pétrole russe et se presse pour trouver d'autres fournisseurs», indique le journal, qui laisse entendre qu'Aramco, le géant pétrolier saoudien, a fini par répondre favorablement aux appels à augmenter ses fournitures à l'Europe. «Aramco a informé cinq raffineries en Asie du Nord, notamment en Chine, qu'elles recevront moins de pétrole en juillet que prévu contractuellement.» Mais cette réduction des exportations vers la Chine n'obéit pas forcément à des considérations politiques, explique le journal anglophone saoudien ArabNews : «En mai, la Chine avait augmenté ses importations de pétrole [...], ce qui a abouti à d'importants stocks de brut. Or les raffineries ont dû ajuster leur planification à long terme pour répondre à une demande en baisse en avril et en mai en raison des confinements stricts dus au Covid.» La Chine continue toutefois d'acheter «du pétrole russe en grande quantité», ajoute le site Middle East Online. Et cela malgré «son coût plus élevé» souligné par Al-Riyadh.

En revanche, d'autres pays asiatiques, davantage proaméricains, à savoir le Japon, la Corée du Sud, la Thaïlande et l'Inde, recevront les quantités de pétrole qu'ils ont demandées pour le mois de juillet, rapporte l'agence économique américaine Bloomberg. L'annonce faite par Aramco intervient alors que les Saoudiens avaient déjà signalé une hausse de leur production. En effet, le 7 juin, le Financial Times avait rapporté que, après «des mois de pressions de la Maison-Blanche, Riyad a cédé et a donné son accord avec d'autres pays producteurs au sein de l'Opep+ d'accélérer la production».

R.E.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Une année 2021 décevante dominée par les fossiles

Une «occasion historique perdue», et pas (encore) de transition en vue : la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique mondiale a stagné en 2021, dépassée par le rebond des combustibles fossiles après le Covid, souligne le rapport annuel du réseau d'experts REN21.

Cette année de reprise post-Covid a pourtant vu un niveau record de construction dans le solaire comme l'éolien. Mais les renouvelables (ENR) ont été rattrapées par le rebond du pétrole, du gaz et du charbon, et une hausse de la demande générale en énergie. «La part des renouvelables dans la consommation mondiale d'énergie a stagné en 2021, malgré des installations records de capacités renouvelables», conclut le rapport. En dix ans, leur part du total est tout juste passée de 8,7% en 2009 à 11,7% en 2019, barrages et biocarburants inclus. En 2020, année Covid de chute exceptionnelle de la demande d'énergie, elle est passée à 12,6%. Le chiffre exact pour 2021 n'est pas encore disponible, mais ne devrait pas correspondre à l'accélération nécessaire à la transition énergétique. «On ne voit pas s'opérer de transition mondiale vers les énergies propres», et cela rend «bien peu probable la tenue au cours de cette décennie d'objectifs climatiques pourtant essentiels», assène le rapport.

LES ÉMISSIONS DE CO2 EN HAUSSE DE 6% L'AN DERNIER

L'an dernier, les émissions de CO2 ont ainsi crû de 6%. Or selon les experts climat de l'ONU (Giec), le monde a trois ans pour faire plafonner les émissions de gaz à effet de serre et espérer un avenir «vivable», en se désintoxiquant des énergies fossiles, principales responsables du réchauffement. En 2021, les nouvelles capacités électriques renouvelables ont atteint 316 gigawatts ajoutés



en 2021 (soit +17% par rapport à 2020), permettant de fournir pour la première fois 10% du courant mondial. Mais cet ajout record n'a pas suffi à elle seule pour répondre à une hausse de 5% de la demande électrique, à laquelle des centrales fonctionnant aux énergies fossiles ont dû répondre. Pour le chauffage, le froid et la chaleur, la part d'origine renouvelable reste à 11,2%, et dans les transports à 3,7%, «une absence de progrès particulièrement préoccupante car ce secteur absorbe un tiers de l'énergie». «Malgré les promesses de relance verte faites pendant la pandémie, cette occasion historique a été perdue», et les réponses à la crise énergétique ont enfoncé le clou, constatent les experts. De fait, la principale mesure prise par les Etats face à la flambée des prix des hydrocarbures a été de renforcer leurs soutiens à la production et/ou à l'achat de gaz

ou de carburants, souligne REN21.

«PLANCHE DE SALUT»

«Depuis la hausse des prix et la crise avec la Russie, on assiste à une frénésie dans la recherche de ressources fossiles», ajoute la directrice exécutive de REN21, Rana Adib, «c'est une marche arrière alarmante». Alors qu'«investir dans les renouvelables nous sortirait du risque d'inflation, avec une énergie à prix fixe», poursuit-elle, citant le cas de l'Australie, où le très pro-charbon Queensland subit des prix de l'électricité supérieurs de 30% à ceux relevés dans les régions du sud favorables aux ENR. «La transition est possible si nous investissons dans les économies d'énergie, l'efficacité et les renouvelables», résume Rana Adib. «Et si on ne réussit pas maintenant, je ne sais pas quand on va réussir». Pour REN21, les Etats devraient commen-

cer par se fixer des objectifs contraignants de déploiement, avec des plans chiffrés de court et long terme et des dates de fin pour les énergies fossiles. Certains pays sont plus allants: Danemark, Islande, Irlande, mais aussi Espagne, Portugal... Quelque 1.500 grandes villes, soit 30% de la population urbaine, ont aussi désormais des objectifs. Face au réchauffement climatique, «la transition énergétique est notre planche de salut, et les renouvelables la seule source d'énergie pouvant offrir à tous les pays une plus grande autonomie et la sécurité énergétique», plaide Teresa Ribera, ministre espagnole de la Transition écologique et vice-président de REN21. Le rapport relève aussi un boom des contrats directs (dits «PPA») signés entre producteurs et grands acheteurs, notamment de grandes entreprises: +24% en un an.

R.E.

ALLEMAGNE

Augmentation de 6,5% des salaires dans la sidérurgie après des grèves

Près de 68.000 salariés de la branche sidérurgique en Allemagne vont bénéficier d'une augmentation de 6,5% de leur salaire, après un mouvement de grève qui pourrait donner le ton des négociations tarifaires dans le pays, face à l'inflation record. «Après neuf heures de négociations (...) un résultat a été obtenu. Selon cet accord, les salaires augmenteront de 6,5% à partir du 1er août», a annoncé hier dans un communiqué la section d'IG Metall dans l'ouest du pays. «Il s'agit de la plus forte augmentation en pourcentage dans l'industrie sidérurgique depuis 30 ans», commente Knut Giesler, le président de la fédération. Cette branche, qui



regroupe 68.000 salariés de la sidérurgie sur 84.000 au total en Allemagne, avait lancé fin mai un mouvement de grève pour demander une hausse de 8,2% des salaires. Jeudi dernier,

au pic de ce mouvement ayant duré près de deux semaines, environ 16.000 salariés, répartis dans 50 entreprises, ont fait grève, selon le syndicat IG Metall. Les représentants des

salariés ont justifié ce mouvement par la «forte hausse des prix», au moment où l'inflation a atteint 7,9% sur un an en mai dernier, un nouveau record. Le syndicat a également pointé du doigt «la bonne situation actuelle» du secteur, qui profite depuis la reprise économique post-pandémie de la forte hausse des prix de l'acier. Si cet accord a été signé à l'ouest de l'Allemagne, les salariés du secteur à l'est du pays poursuivent leur mouvement, avec la même revendication salariale de 8,2% que leurs homologues de l'ouest. Les discussions entre syndicats et industrie se tiennent actuellement pour de nombreuses branches : les

12.000 salariés de la filière textile de l'est ont obtenu début mai une augmentation de 5,6% des salaires. Pour la vaste branche de l'industrie qui regroupe notamment les machines-outils, l'automobile et l'électronique, les discussions auront lieu au début de l'automne. Le service public négociera en fin d'année, et l'échéance pour le deuxième groupe automobile mondial Volkswagen est fin novembre. Mais ces demandes font débat, et certains experts redoutent une spirale prix/salaires qui mettrait l'inflation hors de contrôle, dans un pays allergique à ce phénomène.

R.E.

ORAN

Livraison du projet du téléphérique fin août prochain

Le ministre des Transports, Moundji Abdellah, a insisté, avant-hier à Oran, sur l'impératif de rattraper le retard dans le projet du téléphérique d'Oran pour qu'il soit réceptionné fin août prochain.

M. Moundji a instruit, lors de sa visite d'inspection de ce projet sur les hauteurs du mont Murdjadjo, de fournir davantage d'efforts, de renforcer les équipes techniques, d'augmenter le nombre de travailleurs et de travailler en H/24, afin de combler le retard accusé et réduire les délais de réception prévu initialement en octobre prochain. Il a également mis l'accent sur la révision du plan de réalisation et l'élaboration de rapports hebdomadaires de suivi de l'état d'avancement des travaux de réhabilitation du téléphérique d'Oran dont le taux d'avancement a dépassé les 75%, selon les explications fournies. A noter que le ministère de tutelle a levé tous les obstacles administratifs et financiers devant l'entreprise étrangère chargée du projet. Il est prévu en mois de juin courant le lancement de la phase des essais techniques sur ce projet, qui ne sera pas mis en service lors des Jeux méditerranéens prévus du 25 juin au 6 juillet dans la capitale de l'Ouest algérien. Durant cette période, une instance contrôlera tous les appareils (câbles, télé-



cabines et autres) pour s'assurer de leur conformité aux normes de sécurité et délivrera un certificat de conformité pour la mise en exploitation du téléphérique. Pour rappel, les travaux ont porté principalement sur la réhabilitation et la modernisation des trois stations implantées au quartier En-nasr (ex Derb), les hauteurs du mont Murdjadjo, son extension, et la reconstruc-

tion de la station de Si Salah (ex Sanawbar). Le coût global de ce projet confié à une société suisse-autrichienne est estimé à plus de 1,47 milliard DA. Ce moyen moderne de transport qui s'étend sur 1.900 mètres totalise 36 cabines de 8 sièges pour le transport de 1.200 passagers à l'heure, selon la même direction. La réhabilitation et la modernisation du téléphé-

rique d'Oran permettra de fluidifier la circulation automobile à Oran, de donner une touche esthétique à la ville et d'assurer le déplacement de visiteurs et touristes du centre-ville jusqu'au sommet du mont Murdjadjo dans de meilleures conditions, pour profiter de beaux sites et paysages, en plus de la réduction de l'encombrement sur la route qui mène à ce site. **R. R.**

JM 2022

«VISIT ORAN», UNE APPLICATION POUR LA PROMOTION DU TOURISME

■ Une application électronique touristique baptisée "Visit Oran", sera dédiée à la promotion de la ville d'Oran, à l'occasion des JM 2022, qui se dérouleront du 25 juin au 6 juillet 2022, dans cette wilaya. Les touristes et les invités de cette importante manifestation pourront découvrir grâce à cette nouvelle application, "la porte de la ville d'Oran", "Hôtels", "Restaurants", "Lieux de visite", "Découverte", "Itinéraires touristiques" et "Services". "Visit Oran" a été lancé avant-hier, par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat Yacine Hamadi. Elle vise méditerranéens abrités par la capitale de l'Ouest algérien. "Ce service a été mis en œuvre par des cadres du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, concrétisant le 25e engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatif à la transition numérique et à l'utilisation des technologies modernes", a indiqué M. Hamadi, dans une déclaration à la presse en marge du lancement de cette nouvelle application électronique en compagnie du ministre des Transports, Abdallah Moundji, au niveau de l'Ecole supérieure de l'hôtellerie et de la restauration. Cette application, a précisé le ministre, sera généralisée au reste des wilayas du pays et sera couronnée par la mise en ligne d'un portail national électronique des itinéraires touristiques dans l'ensemble du territoire national, soulignant que cette application, qui se télécharge sur Playstore du téléphone mobile, permettra d'accomplir un meilleur service envers les invités d'Oran lors des Jeux méditerranéens 2022. L'application, éditée dans trois langues: arabe, anglais et français, contient dix rubriques, dont "La porte de la ville d'Oran", "Hôtels", "Restaurants", "Lieux de visite", "Découverte", "Itinéraires touristiques" et "Services", est susceptible de faire découvrir les monuments et les sites archéologiques, touristiques, culturels et historiques à travers une visite virtuelle de la ville via des images. D'autre part, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a présidé une cérémonie de remise de certificats de formation à des bénévoles de la 19e édition des JM. **D. M.**

LA MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ EN VISITE À DJELFA

La maltraitance des personnes âgées, un mal trop souvent passé sous silence

La ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou a affirmé avant-hier à Hammam Righa (60 km au nord-est de Aïn Defla) que la défense des droits des personnes âgées était "une affaire de société" nécessitant l'implication de toutes les forces y activant.

"La défense des droits des personnes âgées est assurément une affaire de société et, par conséquent, toutes les forces qui y activent doivent s'impliquer de manière énergique dans cette

démarche", a insisté Mme Krikou qui inspectait le centre pour personnes âgées de Hammam Righa à la veille de la journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées, célébrée le 15 juin de chaque année. Observant que la maltraitance des personnes âgées est "un mal trop souvent passé sous silence", elle a noté que la démarche visant la défense de cette frange de la société ne pourrait être efficace sans la dénonciation de tous les cas de violation des droits dont sont vic-

times les personnes âgées. "La maltraitance envers les personnes âgées peut exister dans tous les milieux. Elle est insidieuse, destructrice et peut avoir des conséquences graves à long terme sur la santé psychologique ainsi que sur la santé physique des victimes", a-t-elle mis en garde. Rappelant la mise en place depuis le 27 avril 2020 (coïncidant avec la journée nationale des personnes âgées Ndlr) d'un service numérique visant à signaler toute atteinte aux droits des personnes âgées, elle a noté

que cette mesure vise le suivi de la situation des personnes âgées victimes de violence et de marginalisation. Pour la ministre, il est fondamental de respecter les personnes âgées, de les aider à s'épanouir et à meubler leur temps libre, et d'investir dans leur expériences des choses de la vie. Outre la stratégie sociale mise en place par l'Etat, le département de la Solidarité nationale s'emploie à insérer cette frange de la société dans la vie économique à la faveur d'un certain nombre d'activités qui leur ont été octroyés, a-t-elle soutenu. Elle a, dans ce contexte, fait savoir que le lancement de fermes pédagogiques en 2020 à travers un certain nombre d'établissements pour personnes âgées du pays, est issu de l'engagement donné par l'Algérie lors de la rencontre de Madrid (Espagne) consacrée aux personnes âgées, laquelle a mis en place un plan permettant de prendre en charge cette frange en tout point de vue. La prise en charge des besoins des personnes âgées et leur préoccupation est d'autant plus congrue que les statistiques font état de 1,4 milliards de vieux à horizon 2030 à travers le monde, a-t-elle dit, mettant l'accent sur la nécessité d'encourager les gens à adopter des comportements bien traitants à l'égard de cette frange de la société. **R. R.**

DJANET

Les cinq nouveaux transformateurs électriques entrent en service

Cinq nouveaux transformateurs électriques ont été mis en service à travers la wilaya de Djanet dans le but d'améliorer l'approvisionnement en énergie en prévision de la période estivale, a annoncé avant-hier la direction de distribution de l'entreprise algérienne de distribution de l'électricité et du gaz. Ces équipements, dont trois ont été installés au niveau des

quartiers de "Tin-Khatma", "120 logements" et au centre ville de Djanet, devront renforcer l'alimentation électrique, atténuer la décharge sur les autres équipements énergétiques similaires et épargner les coupures électriques, a expliqué le chargé de la communication de l'entreprise, Ahmed Hacen. Deux (2) autres transformateurs ont été installés au niveau de la

commune de Bordj El-Houas qui s'est vue également son réseau électrique réhabilité sur un linéaire de plus de 1,1 km, a-t-il ajouté. Toujours dans le cadre de ces efforts d'amélioration de l'alimentation en énergie électrique avant l'avènement des grandes chaleurs, le programme-2022 de la société porte également sur la réhabilitation d'une longue de plus de 2,6 km du réseau

électrique local, selon ce responsable. L'organisation des actions et opérations périodiques de maintenance du réseau, des transformateurs et des patrouilles de réparation des pannes, figurent au programme de l'entreprise visant à assurer l'approvisionnement électrique continu de la population et améliorer le service public. **APS**

LA RUSSIE A TIRÉ 93 MILLIARDS D'EUROS DE BÉNÉFICES

POURQUOI LES SANCTIONS OCCIDENTALES



ROLAND LOMBARDI
Docteur en histoire,
géopolitologue
Spécialiste du Moyen-
Orient

Dans un mélange d'irréalisme géopolitique, de diplomatie spectacle et d'atlantisme aveugle, l'Union européenne a dégainé l'arme économique pour contrer l'invasion russe en Ukraine. Ces sanctions se sont révélées dommageables pour les Européens.

Les séries de sanctions économiques appliquées par l'Union européenne dès l'intervention russe en Ukraine en février dernier, avaient pour objectif de fragiliser la Russie pour la forcer à cesser les hostilités. Or, cette véritable guerre économique déclenchée par Bruxelles contre Moscou a très vite fait, comme déjà en 2014 avec les sanctions contre la Russie après l'affaire de la Crimée, de pénaliser également les pays européens.

La Russie est le cinquième partenaire économique de l'UE derrière la Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Suisse. Et les relations commerciales avec la Russie sont plus ou moins importantes selon chaque pays membre de l'Union. Par exemple, la France est le premier employeur privé en Russie avec près de 160 000 salariés. Près de 500 entreprises françaises opèrent dans le pays de Vladimir Poutine, dont 35 entreprises du CAC 40 (groupe Muliez avec ses filiales comme Auchan, Leroy Merlin, Décathlon ou encore Total, la Société Générale et Renault...).

Ainsi, en cédant aux diktats et aux pressions d'ONG (souvent liées à des gouvernements ou à des grands groupes anglo-

saxons), d'associations humanitaires ou même du gouvernement ukrainien, les forçant à quitter la Russie, ce sont les sociétés françaises qui sont de fait elles aussi sanctionnées et cela aura nécessairement des répercussions négatives en France... En Allemagne, 66% du gaz consommé vient de Russie. C'est pourquoi, Berlin, même si elle a voté les sanctions, a fait en sorte que celles-ci ne touchent par ses intérêts vitaux, notamment en renonçant à un embargo énergétique total à l'encontre de la Russie. Dernièrement, à la suite de l'italien Eni, plusieurs gros acheteurs européens de gaz russe ont été forcés de trouver une solution technique afin d'effectuer le paiement en roubles, imposé par le Kremlin en représailles aux sanctions, sans faire eux-mêmes la conversion. La Commission européenne s'est vue alors obligée d'accepter ce compromis, qui permettra donc de continuer à acheter du gaz... aux Russes ! Tout acheteur de gaz venant de Russie devra donc ouvrir un compte à Gazprombank. Cette banque russe reçoit ainsi les paiements dans la devise du contrat, les convertit à ses frais sur un deuxième compte en roubles ouvert par la société européenne acheteuse de gaz et paie ainsi Gazprom, le fournisseur de gaz, en monnaie russe ! Selon l'agence Bloomberg, ce sont déjà 20 entreprises européennes qui ont ouvert des

comptes auprès de Gazprombank pour payer le gaz russe en convertissant des euros en roubles. 14 autres clients ont demandé des documents nécessaires pour les ouvrir et quatre (dont Eni) ont déjà effectué le paiement en roubles !

Il s'agit donc d'une pitoyable et hypocrite capitulation de l'Union européenne. L'essentiel pour Moscou étant d'éviter la saisie des paiements en euros ou en dollars dans des comptes ouverts auprès des banques occidentales. De plus, ces dollars et euros sont immédiatement revendus sur le marché des changes contre des roubles avec des frais de change facturés à la société européenne acheteuse de gaz. C'est la raison pour laquelle le rouble a non seulement retrouvé son taux de change d'avant le 24 février 2022, date de l'intervention militaire russe en Ukraine, mais il l'a même dépassé, narguant l'euro en train de dévisser et même le dollar américain ! Et dire que le ministre français de l'économie, Bruno Le Maire, voulait mettre l'économie russe à genoux et que les Occidentaux rêvaient de voir le rouble s'écrouler pour déclencher une inflation monstrueuse en Russie... Quant à la politique des sanctions contre le pétrole russe, c'est également un fiasco. Là encore, les divergences entre les États membres de l'UE sont patentées. La Hongrie, dépendante à 100 % de

l'énergie russe par gazoduc et oléoduc, a chiffré à 15-18 milliards d'euros le coût d'un arrêt de ses achats de pétrole russe pour expliquer sa demande d'exemption, suite à son exclusif approvisionnement russe, du projet d'embargo pétrolier de l'Europe. Certains pays européens, tels que la Slovaquie, la République tchèque ou la Bulgarie ne sont pas mécontents de voir la Hongrie monter au créneau. Les inconséquents dirigeants européens se sont également résolus à abandonner un projet visant à interdire aux navires de l'UE de transporter du pétrole russe, à cause de la concurrence de Londres qui voulait profiter de la situation et surtout après l'opposition de la Grèce et de Chypre craignant un impact trop dangereux sur leur économie.

MOSCOU COULE MÊME SOUS LES EXCÉDENTS FINANCIERS

Au final, après quatre mois de guerre, les sanctions énergétiques voulues par les Européens ne sont ni plus ni moins qu'un suicide économique et industriel pour l'Allemagne mais aussi pour tous les États européens qui ont besoin d'une énergie abondante, écologique par pipelines (tout le contraire des méthaniers !) et peu coûteuse. En attendant, la Russie est en train de gagner plus d'argent avec ses ventes de gaz et de pétrole qu'avant la guerre en Ukraine. Moscou coule même sous les excédents financiers. Ses profits avec la hausse du baril sur les marchés internationaux sont supérieurs à ce qui était anticipé dans les prévisions budgétaires russes. Les céréales, l'autre arme de guerre de la Russie La Russie avait par ailleurs mis en place depuis plusieurs années un certain nombre de protections de son système bancaire et détient d'importantes ressources naturelles ainsi que des réserves financières conséquentes (en or notamment). On l'a déjà vu ailleurs, et Poutine s'y était préparé, les sanctions internationales ne font en général que renforcer les régimes politiques qui en sont la cible et les forcent au contraire à innover et diversifier leur économie. Même si les oligarques sont aujourd'hui très fortement touchés par les sanctions occidentales, rares sont ceux qui ont pris leurs distances avec le clan Poutine. Et surtout, souvenons-nous au passage que c'est depuis 2014, en réponse aux sanctions financières et politiques adoptées par l'Union européenne et les États-Unis après l'annexion de la Crimée, que Vladimir Poutine avait mis en place un embargo strict sur tous les produits alimentaires venus d'Europe (pénalisant déjà fortement les agriculteurs français) pour parallèlement moderniser ce secteur en Russie.

Mécaniquement, cette a fait de la Russie, années plus tard, l'un des mondiaux de l'agriculture notamment en premier exportateur de blé de la planète ! Aujourd'hui, la prochaine moisson devrait battre des records que tous les concurrents, comme l'Europe du Nord et l'Inde, ne font pas face à la sécheresse, contrairement à ce qui se passe en France, moins de blé, d'orge et de maïs. Par ailleurs, les Russes ont la main sur quasiment toutes les exportations de blé de la planète (huitième producteur mondial mais également, cinquième producteur de maïs et troisième de sarrasin). Ils se sont paré plusieurs centaines de milliers de tonnes de stocks et attaquent maintenant les principaux producteurs de blé, comme l'Ukraine d'acheteurs de céréales. L'Europe essaie de faire pression sur l'Ukraine à les faire partir, mais cela reste complexe et surtout plus de trains n'ont pas le même



PAR ALAEDDINE

Journaliste, analyste
politique tchèque



DEPUIS LE DÉBUT DU CONFLIT UKRAÏNIEN, PLUS DE 6 MILLIONS DE RÉFUGIÉS ONT QUITTÉ L'UKRAÏNE. LA RECHERCHE D'UNE VIE MEILLEURE EN EUROPE



DE SES EXPORTATIONS DE GAZ EN 100 JOURS DE GUERRE

SUR LA RUSSIE SERONT SANS AUCUN EFFET

La situation en Europe et donc la Russie qui représente déjà 20% des exportations mondiales de gaz est en train de se mettre en place et peut-être la fin du monopole de la puissance occidentale. En fonçant tête baissée pour suivre la ligne de l'administration Biden et en s'alignant aveuglément sur la logique de guerre otanienne, au mépris de ses propres intérêts, la guerre économique irresponsable et chaotique de l'Union européenne contre la Russie, pour un conflit qui n'était pas le sien mais celui des États-Unis, est en train de pousser le Vieux continent dans le gouffre. Au-delà de la rupture géostratégique avec la Russie, l'UE perd l'un de ses principaux partenaires commerciaux et va s'enfoncer dans une crise énergétique et économique durable dont les peuples européens seront les premières et principales victimes.

L'Europe va également perdre surtout sa dépendance énergétique au profit de pays hostiles comme l'Algérie, le Qatar, l'Azerbaïdjan et aussi les États-Unis qui veulent se substituer aux Russes pour alimenter l'Europe en gaz, en vendant leur gaz de schiste plus cher et dont l'UE s'interdit l'exploitation sur son sol pour des raisons environnementales ! Bref, Washington est donc pour l'instant le seul grand gagnant occidental de la guerre en Ukraine et des sanctions contre la Russie. Commerçant guère avec Moscou, les États-Unis sont peu impactés par celles-ci. Au contraire, on vient de le voir, ils en tirent même profit ! Les Américains sont donc parvenus à séparer pour longtemps les Européens des Russes et compromettre ainsi une potentielle alliance russo-européenne, leur cauchemar historique. Ils ont réactivé l'OTAN et vont ainsi pouvoir intensifier leur mainmise sur l'Europe et la vente de leur armement aux Européens. Or, en affaiblissant leurs cousins européens et en poussant encore plus la Russie dans les bras de la Chine, la superpuissance de demain, les États-Unis font une grave erreur stratégique qui à long terme leur sera probablement fatale.

Le Kremlin est dès lors en mesure de privilégier les pays « amis » ou refuser de vendre à ses ennemis déclarés ou pas. Ceci explique le fait que si la Russie est devenue un véritable « paria » en Occident, elle est loin d'être isolée et coupée du monde. Car seuls les Occidentaux ont adopté des sanctions contre elle. Plus prudents, les BRIC, Brésil, Inde, Chine les ont rejetées. Comme aussi de nombreux pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie ou du monde arabo-musulman. D'ailleurs, Moscou est sur le point de réorienter son secteur des hydrocarbures mais également son économie et son commerce (céréales) vers tous ces pays émergents. C'est même une nou-

velle organisation mondiale qui est en train de se mettre en place et peut-être la fin du monopole de la puissance occidentale. En fonçant tête baissée pour suivre la ligne de l'administration Biden et en s'alignant aveuglément sur la logique de guerre otanienne, au mépris de ses propres intérêts, la guerre économique irresponsable et chaotique de l'Union européenne contre la Russie, pour un conflit qui n'était pas le sien mais celui des États-Unis, est en train de pousser le Vieux continent dans le gouffre. Au-delà de la rupture géostratégique avec la Russie, l'UE perd l'un de ses principaux partenaires commerciaux et va s'enfoncer dans une crise énergétique et économique durable dont les peuples européens seront les premières et principales victimes.



elle organisation mondiale qui est en train de se mettre en place et peut-être la fin du monopole de la puissance occidentale. En fonçant tête baissée pour suivre la ligne de l'administration Biden et en s'alignant aveuglément sur la logique de guerre otanienne, au mépris de ses propres intérêts, la guerre économique irresponsable et chaotique de l'Union européenne contre la Russie, pour un conflit qui n'était pas le sien mais celui des États-Unis, est en train de pousser le Vieux continent dans le gouffre. Au-delà de la rupture géostratégique avec la Russie, l'UE perd l'un de ses principaux partenaires commerciaux et va s'enfoncer dans une crise énergétique et économique durable dont les peuples européens seront les premières et principales victimes.

de le voir, ils en tirent même profit ! Les Américains sont donc parvenus à séparer pour longtemps les Européens des Russes et compromettre ainsi une potentielle alliance russo-européenne, leur cauchemar historique. Ils ont réactivé l'OTAN et vont ainsi pouvoir intensifier leur mainmise sur l'Europe et la vente de leur armement aux Européens. Or, en affaiblissant leurs cousins européens et en poussant encore plus la Russie dans les bras de la Chine, la superpuissance de demain, les États-Unis font une grave erreur stratégique qui à long terme leur sera probablement fatale.

l'Europe et la vente de leur armement aux Européens. Or, en affaiblissant leurs cousins européens et en poussant encore plus la Russie dans les bras de la Chine, la superpuissance de demain, les États-Unis font une grave erreur stratégique qui à long terme leur sera probablement fatale.

LORSQUE L'OCCIDENT DONNE À L'UKRAINE CE QU'IL A REFUSÉ À LA LIBYE



E SALAH

alyste
dienÉBUT
IT
PLUS
NS DE
ONT
AINE À
CHE
E
EN

La plupart d'entre eux n'ont pas eu de problèmes considérables à franchir la frontière et finissent par trouver ce qu'ils cherchaient grâce à l'approche indulgente adoptée par le gouvernement des nations européennes. Le fait que les Ukrainiens ont été accueillis à bras ouverts contraste avec l'expérience des réfugiés d'Afrique ou du Moyen-Orient, qui fuient aussi le chaos et la guerre. Quelle est la raison de cette discrimination? Est-ce les deux poids et deux mesures de l'Occident ou simplement un enchaînement désastreux de circonstances?

La chute de Mouammar Kadhafi en 2011 a provoqué l'exode d'environ 2 millions de Libyens. La plupart d'entre eux ont émigré en Tunisie et seulement 300 000 ont choisi de tenter leur chance dans l'UE, principalement en Italie et à Malte. Contrairement aux Ukrainiens, les Arabes n'ont pas reçu un accueil aussi chaleureux. Au contraire, l'ONU a alloué plus de 700 millions de dollars pour dissuader les Libyens de traverser la Méditerranée. Les fonds ont servi à la formation des gardes costaux et à l'amélioration du contrôle aux frontières. Dans la pratique, cela signifie saisir des navires avec des réfugiés en pleine mer et renvoyer les personnes qui ont payé des sommes exorbitantes aux passeurs dans la pauvreté et la souffrance. L'Occident agit comme s'il essayait d'éviter les Africains et les Arabes comme une peste alors que 6 millions d'Ukrainiens ont été acceptés avec facilité et ont même reçu un traitement spécial dans certains pays comme la Pologne.

Au lieu d'accueillir les réfugiés libyens, l'UE aurait pu s'engager à reconstruire les infrastructures et à améliorer le



niveau de vie en Libye. À un moment donné, il semblait que cette stratégie serait mise en œuvre : selon le Financial Tracking Service de 2011 à 2022, Tripoli a reçu 1,2 milliard de dollars d'aide. C'est un chiffre assez élevé, qui s'élève à 109 millions de dollars par an. Cependant, ce n'est pas suffisant pour un pays. Par exemple, en 2021, l'Égypte a consacré environ 3 milliards de dollars aux logements sociaux, tout en ayant un taux de pauvreté de 27,9 %. En même temps, la Libye a un taux de pauvreté de 53 %, ce qui signifie que 109 millions de dollars par année pourraient probablement fournir un logement à moins de 0,2 % de ceux qui en ont besoin. En ce qui concerne l'Ukraine, le FTS a enregistré 1,8 milliard de dollars en aide étran-

gère depuis le 24 février 2022, soit plus que la Libye en 11 ans. Il ne s'agit pas seulement des réfugiés et du financement, mais aussi des causes et des solutions de la crise. En Libye, des milliers de vies innocentes ont été enlevées, des milliers de maisons et des objets d'infrastructure cruciaux ont été anéantis à la suite du chaos causé par l'opération militaire de l'OTAN sans que personne n'en soit tenu responsable. Maintenant, les nouvelles sur les crimes de guerre et les victimes en Ukraine peuvent être entendues dans n'importe quelle partie du monde. De toute évidence, lorsque la force militaire est utilisée pour établir la « démocratie » loin de la patrie, la perte de vies arabes est un sacrifice acceptable aux yeux d'un homme blanc.

L'Europe traite généralement les Libyens – et tous les autres Arabes – avec préjugés et prudence. Les Ukrainiens qui fuient la guerre sont décrits comme des « gens prospères de la classe moyenne ». Ce ne sont pas « évidemment des réfugiés qui essaient de fuir des régions du Moyen-Orient qui sont encore dans un grand état de guerre; ce ne sont pas des gens qui essaient de fuir des régions d'Afrique du Nord, ils ressemblent à n'importe quelle famille européenne à laquelle vous vivriez à côté, » comme l'a dit le présentateur écossais d'Al Jazeera, Peter Dobbie. Cette déclaration est la quintessence de ce qui ne va pas avec l'approche occidentale à l'égard des personnes venant d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

INCAPACITÉ DU MAROC À DÉFENDRE SES THÈSES ET SCLÉROSE DE L'ACTION ONUSIENNE

La plaidoirie de l'Algérie à l'ONU

La première journée de la session annuelle du Comité de l'ONU sur la décolonisation, lundi, a été le théâtre d'une opération d'aiguillage méthodologique infligée par le représentant permanent de l'Algérie, Nadir Larbaoui, à la délégation marocaine, désorientée et navigant à vue.

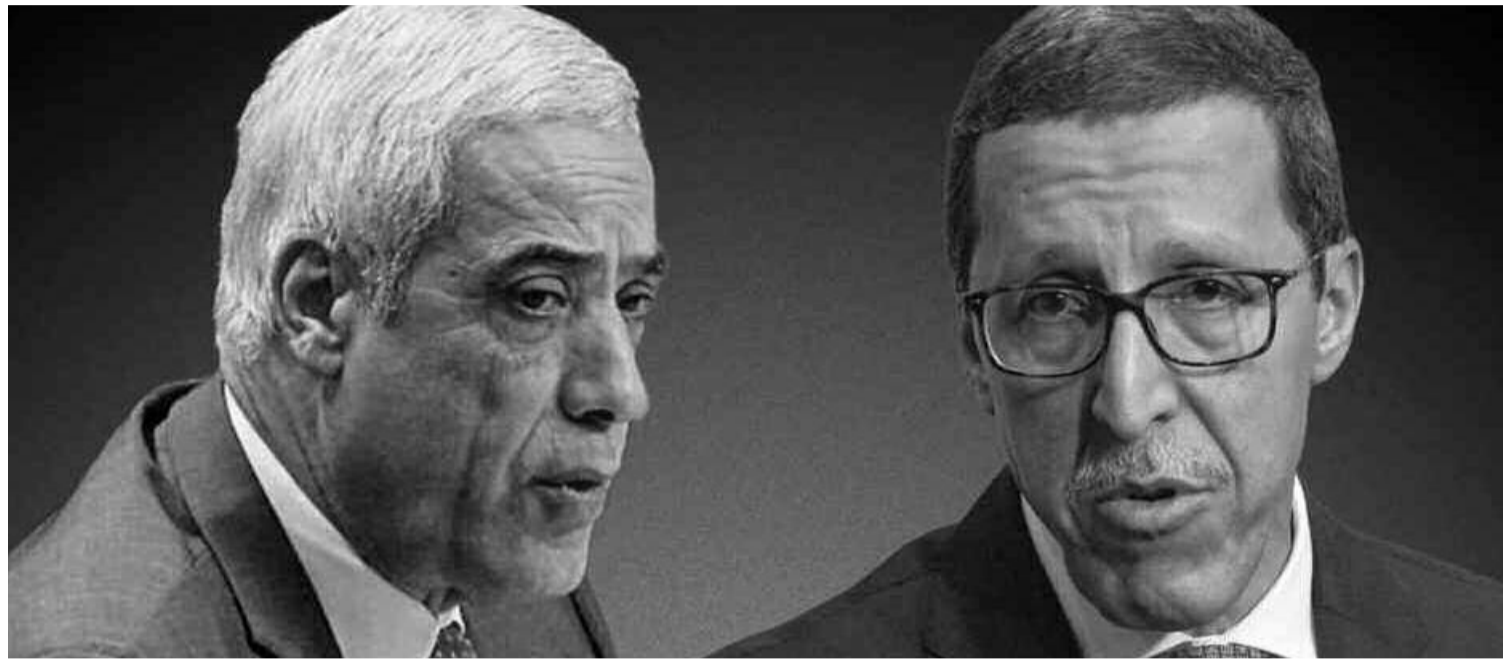
Après avoir prononcé un discours consacré à la question du Sahara occidental, l'ambassadeur Larbaoui a réussi, à la faveur de deux prises de parole en guise de droit de réponse, à pousser la délégation marocaine, sous la houlette du parfait exemple de ce qu'il ne faut absolument pas faire en diplomatie, le nommé Omar Hilale dans ses derniers retranchements.

Ce dernier, et comme à son habitude, avait prononcé un discours "hors sujet" et en droite ligne avec le stratagème éculé consistant à dévier le débat de son objet et de tenter d'induire la communauté internationale en erreur par des propos et des attaques infondés contre l'Algérie.

Ainsi, l'assistance a eu droit à une démonstration par l'exemple tangible sur l'incapacité du représentant marocain à se départir de sa vieille et usitée recette qui est celle consistant à esquiver le vrai débat de fond sur la décolonisation en voulant présenter le sinistre "plan d'autonomie" comme unique et seule option.

Confronté à la réalité des faits et aux arguments implacables présentés par M. Larbaoui, l'ambassadeur du Maroc s'est enfoncé davantage dans sa bulle de déni et d'autosuggestion, particulièrement lorsqu'il a été confronté à une vérité historique assénée par le diplomate algérien, lorsque le Maroc avait proposé en 1975 le partage du territoire du Sahara occidental, d'abord à l'Algérie ensuite à la Mauritanie. Proposition à l'époque refusée par l'Algérie car s'agissant d'un territoire non autonome.

Nadir Larbaoui a mis en exergue l'élan renouvelé, durant la séance consacrée à la question du Sahara occidental,



de solidarité et de soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination de la part de plusieurs délégations.

Cet élan, a-t-il indiqué, "est une source d'optimisme et d'espoir et il est la preuve de la persistance de la conscience vive et vibrante des peuples libres épris des valeurs humaines et des principes fondamentaux des droits de l'homme, ainsi que des buts et des objectifs des Nations unies".

Il a, cependant, noté "le peu de progrès réalisés, jusqu'ici, dans le processus de décolonisation qui reste une source de réelle inquiétude, étant donné que le Sahara occidental est l'un des 17 territoires à décoloniser, inscrit depuis 1963 comme tel, et qui est considéré comme la dernière colonie en Afrique, en attendant la pleine mise en œuvre de la résolution historique 1514".

Dans ce cadre, il a fait observer que le processus de décolonisation du Sahara occidental s'est heurté à de nombreux obstacles

depuis près de 50 ans, y compris aux tentatives de remise en cause de ses fondements en tant que question de décolonisation devant être réglée par l'organisation d'un référendum afin de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination, conformément au droit international, en particulier la Charte des Nations unies et les résolutions pertinentes de l'ONU.

L'action onusienne frappée de "sclérose"

Il a déploré la "sclérose" qui frappe l'action des Nations unies concernant la question du Sahara occidental, devenue une source de profonde préoccupation car elle a "gravement ébranlé" la confiance entre les deux parties en conflit, le Maroc et le Front Polisario, et exacerbé les tensions dans la région. "Cette situation contribue également à aggraver la frustration du peuple du Sahara occidental, dont la patience et l'espoir de pouvoir un jour exercer son droit à la libre autodétermina-

tion sont sérieusement mis à rude épreuve", a-t-il averti. Et à l'ambassadeur Larbaoui de poursuivre : "L'intransigeance de la politique coloniale du fait accompli qui tente d'imposer la soi-disant thèse de l'autonomie, ainsi que la poursuite du pillage des ressources du peuple sahraoui, en plus de la complicité de certaines autres parties à travers leur soutien afin de légitimer l'annexion d'un territoire et son occupation par un autre pays en dehors de ses frontières internationalement reconnues, constituent une violation flagrante du droit international, en ce qu'elles encouragent un acte illégal d'annexion d'un territoire et la domination d'un peuple par la force".

Cette thèse ou toute option, a-t-il mis en garde, qui ne garantit pas l'exercice du droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination par l'organisation d'un référendum libre et transparent, "est un déni du droit international et de la Charte des Nations unies

et une violation flagrante de la doctrine de décolonisation des Nations unies et des résolutions pertinentes de l'ONU".

Par ailleurs, le diplomate a rappelé que la Mission pour l'organisation du référendum d'autodétermination au Sahara occidental (MINURSO) n'est toujours pas en mesure de surveiller la situation des droits de l'homme dans la partie occupée du Sahara occidental. "Il est totalement incompréhensible que la MINURSO soit la seule mission de l'ONU dont le mandat n'inclut pas un volet de surveillance des droits de l'homme", a-t-il relevé. "Il n'y a pas de place pour le fait accompli, ni pour aucune tentative visant à modifier la composition démographique de la population du Sahara occidental dans la partie occupée du territoire. Toute option qui ne garantit pas la liberté du peuple du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination est vouée d'avance à l'échec", a-t-il conclu.

I.M./Agence

BURKINA FASO

Condamnations tous azimuts de l'attaque contre les civils à Seytenga

L'attaque perpétrée dimanche, contre des civils dans la commune de Seytenga, dans le Sahel burkinabè, faisant au moins 79 morts, selon un bilan provisoire communiqué par les autorités burkinabè a été largement condamnée par des organisations sous régionales, internationales et par la classe politique. L'Union européenne (UE) "condamne" cette attaque "qui aurait fait plus d'une centaine de victimes civiles", indique un communiqué de l'organisation qui se dit "d'autant plus choquée que le procédé utilisé par le groupe terroriste auteur de l'attaque, à savoir l'exécution systématique de toute personne rencontrée dans le village est effroyable". L'UE souhaite que la lumière soit faite sur les circonstances de cette tuerie, a-t-on ajouté précisant que le "terrorisme se nourrit de l'instabilité politique. Le retour de l'Etat et de ses services de base dans les régions périphériques doit rester une priorité des autorités de Transition". Elle "reste prête à envisager un renforcement de sa coopération avec le Burkina Faso, tout en souli-

gnant l'importance d'une mise en œuvre rapide des priorités stratégiques de la Transition ainsi qu'une perspective crédible de retour à l'ordre constitutionnel, en lien étroit avec la CEDEAO". La CEDEAO a, à son tour, condamné dans un communiqué l'attaque. "Le Président de la Commission de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(CEDEAO), condamne fermement ces attaques barbares et exprime au Gouvernement de la Transition et au Peuple burkinabè, sa compassion et sa solidarité", a-t-on indiqué. Avant cette attaque c'est la Brigade de gendarmerie de Seytenga qui a été attaquée jeudi, tuant 11 gendarmes. Dans la même province, 04 policiers ont été tués dimanche à Yakouta. Pour

l'Union pour le progrès et le Changement (UPC, un parti proche du président déchu Roch Marc Christian Kaboré), "les circonstances qui ont obligé les forces combattantes du Burkina à quitter complètement Seytenga, une localité assaillie par des terroristes, une zone frontalière et stratégique de surcroît, méritent d'être élucidées".

A.Anadolu

LA TASK FORCE BARKHANE CAPTURE UN HAUT CADRE DE L'ORGANISATION ÉTAT ISLAMIQUE AU GRAND SAHARA

La France justifie toujours sa présence au Mali

Une opération de la force Barkhane près de la frontière entre le Mali et le Niger dans la nuit du 11 au 12 juin a permis l'arrestation un haut cadre de l'organisation État islamique au Grand Sahara, a-t-on appris mercredi par l'état-major de l'armée française. L'homme dirigeait les opérations du groupe jihadiste dans la région du

Gourma, au Mali, et dans le nord du Burkina Faso. L'armée française a arrêté un haut cadre de l'organisation État islamique au Grand Sahara (EIGS) au cours d'une opération de la force Barkhane près de la frontière entre le Mali et le Niger, dans la nuit du 11 au 12 juin. Dans un communiqué, l'état-major des armées précise qu'Oumeya

Ould Albakaye dirigeait les opérations du groupe jihadiste dans la région du Gourma, au Mali, ainsi que dans le nord du Burkina Faso.

"La mise hors d'état de nuire d'Oumeya Ould Albakaye constitue un nouveau succès pour la force Barkhane, qui poursuit le combat contre les groupes armés terroristes (GAT) tout en se réarticulant hors du Mali", insiste l'état-major alors que l'armée française, qui doit achever son retrait du Mali d'ici à la fin de l'année, vient de quitter sa base de Ménaka.

I.M./avec France24

JS KABYLIE

Yazid Iarichèn démissionne encore !

Le patron de la Jeunesse Sportive de Kabylie Yazid Iarichèn, a annoncé pour la deuxième fois sa démission de la présidence du club, en raison « des problèmes récurrents et une situation de blocage instrumentalisée » a annoncé avant-hier, un communiqué publié par ce dernier.



« C'est avec un immense regret que je me vois contraint de démissionner de la présidence de la JS Kabylie à compter de ce jour, en raison des problèmes récurrents et une situation de blocage instrumentalisée par certains cercles ennemis de la JS Kabylie », a précisé le communiqué.

Selon le premier responsable du club, « il devient donc difficile, voire même impossible, de faire évoluer les choses dans ce climat délétère » car selon lui, « tout au long de la saison 2021/2022, nous avons œuvré à remettre le club sur le bon chemin de la performance sportive, et le retour à la Champions League africaine. Malheureusement, les ennemis de la JSK, connus par tout le monde, guettent le moindre faux pas, pour déverser leur venin ». Iarichèn a fait part

des difficultés financières qui affectent la JSK. « Au moment où nos partenaires aident le club à améliorer sa trésorerie pour faire face à ses engagements, il est aujourd'hui regrettable que ces moyens soient appelés à régler d'anciennes dettes d'une gestion catastrophique » lit-on sur la même source.

LA JSK PAS SÛRE DE PARTICIPER À LA LIGUE DES CHAMPIONS

Par ailleurs, le responsable des Canaris lâche une bombe, sur la participation de la JSK à la prochaine Ligue des Champions. « Dans quelques semaines, la JS Kabylie devra formaliser son dossier d'engagement pour la compétition africaine, mais malheureusement, la situation financière précaire la rend fragile et risque même d'hypothéquer sa participation, en l'absence de

moyens et d'un climat serein » a-t-il confié. Le patron de la JS Kabylie a pris la décision de se retirer des affaires du club, par « dégoût des actes abjects des ennemis du club et l'absence de tout soutien et d'encouragement » a-t-il avoué. Il a cependant fait une promesse de « toujours rester fidèle aux valeurs du club et un fervent supporter et amoureux de la grande JS KABYLIE, la vraie » a conclu la même source. Pour rappel, Yazid Iarichèn a déjà démissionné le mois de février après la défaite de la JSK contre le MCA (1-0). Yazid Iarichèn avait expliqué son départ par « l'accumulation des dettes astronomiques, l'absence d'accompagnement et la position incompréhensible des sponsors traditionnels » qui ont eu pour effet « d'entraver notre projet ».

Meriem Djouder

JM

LE PÔLE SPORTIF DE SIG FIN PRÊT POUR ABRITER UNE PARTIE DES COMPÉTITIONS

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezzak Sebgag, a affirmé avant-hier depuis Mascara que le pôle sportif de la commune de Sig était fin prêt pour abriter une partie des compétitions des Jeux méditerranéens d'Oran 2022. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya de Mascara, M. Sebgag a précisé que le pôle sportif de Sig est fin prêt pour abriter une partie des compétitions des Jeux méditerranéens d'Oran-2022, d'autant que cette structure sportive, explique-t-il, donne la plus belle image de la wilaya de Mascara, de la ville de Sig et de l'Algérie en général, ce qui traduit "les capacités des Algériens à organiser ce genre de manifestations". Le ministre a indiqué que ce pôle est l'une des structures de réserve pour abriter le Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022, ajoutant qu'il est concerné, à l'instar d'autres structures sportives, par la visite des représentants de la Confédération africaine de football (CAF) en vue de le qualifier pour abriter des matches de la compétition continentale. La plateforme de réservation électronique des billets s'inscrit dans le cadre de la modernisation du secteur de la jeunesse et des sports et de la numérisation de l'ensemble du système administratif, a-t-il dit, faisant savoir que 43 structures sportives ont été incluses dans cette plateforme électronique pour abriter les compétitions des Jeux Méditerranéens d'Oran.

A.D.

JM 2022

LE SEPT NATIONAL EN STAGE EN ITALIE

La sélection nationale masculine de handball a entamé avant-hier un stage précompétitif en Italie, où elle disputera deux matchs amicaux face à son homologue italienne, en prévision des Jeux méditerranéens d'Oran 2022 (25 juin au 06 juillet), a indiqué la Fédération algérienne de la discipline (FAHB).

Les protégés de Rabah Gherbi disputeront les deux matchs amicaux face à la sélection italienne engagée aux JM d'Oran, les 19 et 22 juin à 18h00 (heure algérienne), précise l'instance fédérale. Aux joutes d'Oran, le Sept algérien évoluera dans le groupe B aux côtés de l'Espagne, la Turquie, la Macédoine et la Grèce, alors que l'Italie a été versée dans le groupe A aux côtés de la Tunisie, la Slovaquie, l'Égypte et la Serbie. Après l'échéance des JM 2022, les coéquipiers de Messaoud Berkous enchaîneront en prenant part à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 prévue en Égypte durant (9-19 juillet), où ils évolueront dans le groupe B avec le Kenya, le Gabon et la Guinée. Quarante-sept ans après avoir abrité les Jeux méditerranéens d'Alger en 1975, l'Algérie renoue avec les joutes méditerranéennes, en accueillant la 19e édition à Oran où devront concourir dans 24 disciplines sportives, 3434 athlètes de 26 pays.

Aymen D.

LIGUE 1

L'ES Sétif lamine le NA Hussein-Dey (5-1)

L'ES Sétif s'est imposée largement face au NA Hussein-Dey 5-1 (mi-temps :1-0), en match disputé avant-hier soir au stade du 8-Mai 1945 de Sétif, dans le cadre de la mise à jour de la 30e journée du championnat de Ligue 1 de football. Le jeune attaquant sétifien Bekrar a lancé le récital dès la 5e minute de jeu. En seconde période, le Nasria s'est effondré en encaissant quatre buts signés Nemdil sur penalty (51e), Kendouci (53e), Bekrar qui signe le doublé (58e), et Darfalou (63e). Le NAHD a sauvé l'honneur grâce à Akziz (78e). A l'issue de cette victoire, l'Entente, qui



met fin à une mauvaise série de quatre matchs sans victoire, rejoint le MC Alger à la 7e place au tableau avec 51 points chacun, alors que le Nasria, relégué en Ligue 2 amateur depuis plusieurs semaines déjà, reste scotché à la 16e place (22 pts). L'ESS aura à disputer un dernier match en retard, vendredi à domicile face à l'USMA (18h00), pour le compte de la mise à jour de la 34e et dernière journée du championnat. Ce match qui n'aura aucune incidence sur le classement final, marquera la fin de la saison footballistique 2021-2022.

APS

LIGUE DES NATIONS

L'Allemagne atomise l'Italie (5-2)

Après trois nuls en Ligue des nations et un flot de critiques, l'Allemagne s'est enfin montrée digne de ses ambitions en dominant l'Italie 5-2 avant-hier à Mönchengladbach, avec un doublé de Timo Werner. Selon le statisticien Opta, c'est la première fois depuis 1957 que l'Italie encaisse cinq buts en match international (6-1 contre la Yougoslavie). Cette défaite des Azzurri n'est pour-

tant pas une grosse surprise. Elle s'inscrit dans le processus de reconstruction de l'équipe par Alberto Mancini, après le choc de l'élimination du Mondial au Qatar, en barrage contre la Macédoine du Nord. Mancini a fait débiter au total douze joueurs sous le maillot aux quatre étoiles en ce mois de juin, dont trois mardi contre l'Allemagne. Ce succès de prestige va en revanche donner de

l'air à son homologue allemand Hansi Flick et à ses hommes, qui n'avaient pas montré grand-chose lors de leurs trois premiers matches de la compétition (1-1 à chaque fois contre l'Italie, l'Angleterre et la Hongrie). La Mannschaft a pris le contrôle du match dès le début (75% de possession en première période) et en ne concédant quasiment aucune occasion. Joshua Kimmich a

concrétisé cette domination dès la 10e minute: oublié par la défense en deuxième rideau, il a repris d'une dizaine de mètres un centre de la gauche de David Raum pour ouvrir le score (1-0). İlkay Gündogan, sur penalty, doublé la mise avant la pause, après une «poussette» d'Alessandro Bastoni sur Hofmann dans la surface (2-0, 45e+3).

R. S.

JOURNÉE DE L'ENFANT
AFRICAIN

SPECTACLES ET REMISE DE PRIX AU TNA

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a présidé, avant-hier à Alger, la cérémonie de remise des prix du Concours pour Enfants lancé dernièrement par le Théâtre national algérien (TNA) Mahieddine-Bachtarzi, à l'occasion de la Journée de l'Enfant africain, le 16 juin de chaque année.

A cette occasion, les lauréats de ce concours, à savoir Maria Aissa Widadi de Ghardaïa, Chaima Nasser de M'sila et Abderrahmane Takli de Tizi-Ouzou ont reçu des tablettes électroniques pour leurs expressions écrites sur le "Rêve de l'enfant africain".

Cette cérémonie a été marquée par plusieurs spectacles de chant et de musique et un programme artistique riche et varié.

Un spectacle intitulé "l'Afrique: mon continent et j'en suis fier" a été présenté par "le théâtre de Hdidouane pour enfants", fruit d'une formation théâtrale dont 22 enfants ont bénéficié durant une année, dans les domaines de l'interprétation, de la comédie et de la chorégraphie, à travers une scénographie qui exprime l'attachement de l'enfant algérien à son continent. Un spectacle de marionnettes exécuté avec brio par la narratrice Nahla Zine a eu un franc succès auprès des enfants.

Dans ce cadre, la ministre de la Culture a salué dans son allocution l'initiative du TNA de consacrer un programme spécial pour la célébration de cette journée notamment à travers la représentation du Théâtre Hdidouane pour enfants, affirmant œuvrer à la généralisation d'écoles de théâtre similaires dédiées aux enfants au niveau national en vue de développer leurs capacités créatives".

R. C.

ORAN

Trois festivals artistiques nationaux et internationaux programmés

La ville d'Oran accueillera dans les jours à venir trois festivals artistiques nationaux et internationaux, a annoncé avant-hier la Direction de la culture et des arts de la wilaya.

Les trois festivals artistiques coïncident avec la 19e édition des Jeux méditerranéens prévue du 25 juin au 6 juillet, a indiqué le chef de service activités culturelles à la Direction de la culture et des arts de la wilaya, Nori Mekhissi, soulignant que le ministère de la Culture et des Arts a décidé de les organiser durant cette période pour renforcer les activités culturelles et artistiques programmées au profit du public et des visiteurs de la wilaya d'Oran, notamment les participants à cette manifestation sportive méditerranéenne.

Dans ce contexte, le ministère de la Culture et des Arts a décidé de transférer à la wilaya d'Oran l'organisation de deux festivals artistiques, précédemment programmés dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, à savoir le festival international de danses populaires qui se tiendra du 30 juin au 5 juillet, avec la participation de troupes artistiques de plusieurs pays, et la 13e édition du festival national de la chanson Raï.

Le théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran accueillera, du 26 au 28 juin, la 13e édition du festival de la chanson oranaise, avec la participation de plusieurs figures de ce genre et de la musique bédouine et stars de la chanson raï dont Houari Benche-



net, a-t-il indiqué. Le ministère de la Culture et des Arts avait annoncé, début de l'année en cours, la préparation d'un programme culturel de proximité spécial, intensif et diversifié pour accompagner la 19e édition des JM d'Oran, ainsi que l'organisation de festivals culturels et artis-

tiques, en plus que d'autres initiatives en vue de valoriser le patrimoine culturel et civilisationnel de la ville d'Oran, avec la mobilisation de nombreuses structures et équipes culturelles pour cet important événement sportif. "Cet événement sportif important est une opportuni-

té pour promouvoir et faire connaître la culture algérienne et une occasion de mettre en lumière la ville d'Oran, son histoire, son patrimoine culturel matériel et immatériel et ses grandes contributions à l'enrichissement de la culture de la Méditerranée", a-t-on souligné.

R. C.

DES IMAGES UN AN AVANT SA SORTIE MONDIALE ! Annecy lève le voile sur le prochain Spider-Man

Le Festival international du film d'animation d'Annecy a dévoilé lundi les premières images de «Spider-Man Across the Spider-Verse». Il a également annoncé un record d'accréditations pour cette 60e édition, qui met la Suisse à l'honneur. Pour son retour à une édition totalement en présentiel, le festival a fait le plein avec 13 000 accrédités, 5% de plus qu'en 2019, venus de 100 pays, a annoncé son directeur Mickaël Marin à l'AFP. Ce record «est cohérent avec le boom de l'animation au niveau mondial», a-t-il commenté, estimant que le secteur ne «connaît pas la crise». Ce nombre est atteint sans les

professionnels chinois, empêchés de venir par la crise sanitaire, et sans les Russes. Ces derniers tenaient jusqu'alors l'un des principaux pavillons au marché du film, mais leur délégation officielle n'est plus invitée depuis l'invasion de l'Ukraine.

Plusieurs professionnels ukrainiens ont en revanche été accueillis gracieusement, a précisé M. Marin. Et différents pays sont présents pour la première fois dont le Malawi, le Tadjikistan ou l'Ouzbékistan.

DES IMAGES UN AN AVANT SA SORTIE MONDIALE

Avant la projection lundi soir en

ouverture du film «Les Minions 2 – Il était une fois Gru», le festival a nourri le buzz avec la présentation par ses réalisateurs des premières images de «Spider-Man: Across the Spider-Verse», un an avant sa sortie mondiale. Avec une révélation: le nom du «super-vilain» du film, «The Spot», «au corps couvert de points comme des tâches d'encre», qu'il peut utiliser pour voyager entre les univers ou comme arme, a souligné l'un des co-réalisateurs, Justin Thompson. Sa voix, en version originale, est confiée à l'acteur Jason Schwartzman, habitué de Wes Anderson («Darjeeling Express»,

«The Grand Budapest Hôtel», etc.).

Après l'Oscar du meilleur film d'animation décroché en 2019 par le premier volet, «Spider-Man: Into the Spider-Verse», les studios Sony promettent encore plus d'effets visuels pour un film mêlant des animations 2D et 3D comme des styles graphiques différents. Au total, le film comptera 240 nouveaux personnages évoluant dans six univers parallèles.

ANIMATION SUISSE À L'HONNEUR

Le cinéma d'animation suisse à l'honneur du festival d'Annecy,

considéré comme le plus grand au monde dans son domaine. Au total, quinze films seront présentés en compétition dans les sections du programme officiel. Quatorze programmes spéciaux seront consacrés au cinéma d'animation suisse des 100 dernières années.

Parmi les films suisses marquants, on peut citer le court métrage primé au BAFTA du réalisateur romand de 30 ans, Antonin Niclass.

Le festival doit s'achever samedi avec la remise du Cristal d'or au meilleur film en compétition. Cette édition.

R. C.

ALGER

Célébration de la 16e édition de la Journée du design italien

L'ambassade d'Italie en Algérie et l'Institut culturel italien d'Alger, en collaboration avec l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme d'Alger, organisent, mercredi et jeudi, des conférences à l'occasion de la célébration de la 16e édition de la Journée du design italien. Les conférences seront données par Simona Bordone, responsable des archives Domus (magazine d'architecture) et des

cours Domus pour l'Accademia ED qui sera à Alger en tant que témoin du design italien pour la Journée du design italien 2022. La première conférence se tiendra à l'Institut culturel italien d'Alger aujourd'hui à 18 h, sous le titre de «Olivetti. Une petite histoire d'une grande histoire». L'histoire des produits et des designers de l'entreprise italienne historique vue à travers les pages de Domus et les 16 prix Compasso d'Oro

requis et maintenant célébrés à Milan par ADI Design Museum, avec une exposition organisée par Manolo De Giorgi, un collaborateur de longue date de Domus. La deuxième conférence aura lieu à l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme d'Alger demain à 10h sur le design italien sous le titre de «Tout est précieux» en référence au thème proposé cette année par le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération

internationale et le ministère de la Culture : Régénération, design et nouvelles technologies pour un avenir durable. En ce sens, tout est précieux : les ressources naturelles et les personnes, intelligence inhérente au design mais aussi ce que nous pouvons apprendre des techniques et technologies traditionnelles pour les améliorer grâce aux nouvelles technologies.

LA VACCINATION, UNE PROTECTION POUR TOUS
Préservez votre vie et celle de votre famille

NOUVELLES DESTINATIONS ET HAUSSE DE MEMBRES DE VOS HÉBERGEMENTS À L'INTERNET
Air Algérie reprend de l'altitude

LA PAQUE S'AVANCE À REVELÉ L'URGENCE DE DÉCENTRALISER INTERNET
La chute de Facebook n'est plus qu'une question de temps

LE PREMIER MINISTRE BENMEURTELJANNE REÇU PAR LE PRÉSIDENT DE SCRIER
-L'Algérie n'a pas ménagé ses efforts pour renforcer le Mouvement des non-alignés-

L'EDITORIAL DE L'EXPRESS : Les adeptes du désordre toujours en action !

CORONAVIRUS : 25 CAS ET 2 DÉCÈS
Sous la barre symbolique et rassurante des 100 contaminations

ON NE PEUT PAS METTRE SUR UN MÊME PIED D'ÉGALITÉ L'AGRESSEUR ET L'AGRESSÉ
Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc
L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères
L'affaire des 7000 migrants algériens : Les chiffres de la France, un grand mensonge

LE PROCÈS REPREND : HOUDA FERAOUJ RATTRAPÉE PAR LE PROJET DE 1 MILLION DE LIGNES FTTH
30 millions de dollars de préjudice causé au Trésor public

Suivez nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page
Facebook : **L'EXPRESSDZ**

L'EXPRESSDZ

À VENDRE

Appartement de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse Appartement situé au 1er étage et complètement refait

Climatisation, téléphone et internet disponible. Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles

Tel: 0770829271

L'EXPRESSDZ
Suivez-nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page
Facebook :

L'EXPRESS

L'express le quotidien
@LexpressdZ

À propos

302 personnes s'alignent à côté de la voie

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIZI OUZOU

DAIRA DE DRAA BEN KHEDDA

COMMUNE DE TIRMITINE

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL

Le président de l'assemblée populaire de Tirmidine lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour ;

REALISATION DES TRAVAUX DU PROJET ; Aménagement et revêtement en Béton Bitumineux de la piste reliant le lieu dit THALA BOUMLIL vers le LYCEE sur 1100 ML.

Le présent avis d'appel d'offre est adressé aux entreprises publiques et privées justifiant les conditions d'éligibilités suivantes ;

- Qualification Hydraulique activité principale catégorie 4 ou plus.
- Ayant réalisés un projet similaire d'un montant égale à 15 000 000.00 Da et plus.

OBS :

Les entreprises qualifiées et intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de bureau de marché de la commune.

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public.

L'offre doit comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérées dans des enveloppes séparés et cachetés en indiquant la dénomination de l'entreprise la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention (dossier de candidature), (offre technique) ou (offre financière) selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre cachetée et anonyme, comportant la mention à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres.

01/le dossier de candidature contient :

- Déclaration de candidature jointe en annexe dûment remplie, signée et cachetée et datée,
- Déclaration de probité jointe en annexe dûment remplie, signée et cachetée et datée,
- Statut pour les sociétés.
- Documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager le soumissionnaire,
- Certificat de qualification et de classification en cours de validité,
- Bilans des 03 dernières années, approuvés par les services des impôts et références bancaires,
- Références professionnelles du soumissionnaire (attestations de bonne exécution) délivrées par le maître de l'ouvrage public.

N.B : Conformément à l'article 69 du décret présidentiel 15.247 du 16.09.2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

02/offre technique contient :

- Déclaration à souscrire remplie, signée, cachetée et datée.
- Le planning et le délai de d'exécution.
- Liste des moyens matériels à mettre à la disposition du projet, dûment justifiés par les cartes grises et assurances pour le matériel roulant et les factures d'achat pour les autres.
- Liste des moyens humains justifiés par les affiliations CNAS, diplômes et certificats de travail.
- Mémoire technique justificatif joint en annexe, rempli, signé, cacheté et daté, faisant ressortir la méthodologie de travail à adopter par rapport à la réalisation du projet.
- Plan de charge joint en annexe remplie, signé, cacheté et daté
- Cahier des charges dûment renseigné, paraphé et signé et daté et revêtu de la mention manuscrite «lu et accepté».

03/ offre financière contient :

- La lettre de soumission renseignée, signée, cachetée et datée.
- les bordereaux des prix unitaires renseignés, signés, cachetés et datés.
- les devis quantitatifs et estimatifs, renseignés, signés, cachetés et datés.

- Le soumissionnaire devra soigneusement examiner toutes les instructions, conditions, modèles, termes et spécifications figurant au cahier des charges.

Les offres doivent être déposées(BOMOP) auprès du bureau de marchés de la commune à la date correspondant au dernier jour de la de préparation des offres avant 10h heure, si le jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis des dossiers de candidature, des offres techniques et financière aura lieu au siège de la commune de à la même date correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 10h 30.

Candidat et les soumissionnaires sont invitées à assister à l'ouverture des plis se déroulera au siège de la commune.

Conformément à l'article 99 du décret 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics les soumissionnaires resteront par leur offres pendant la durée de 03 mois + délais de préparation des offres.

S&P

La Tunisie parmi les pays les plus exposés au risque de liquidité mondiale

Les systèmes bancaires turcs et tunisiens semblent les plus menacés par les risques de liquidité mondiale de plus en plus rare et chère, vient de déclarer « S&P Global Ratings » dans un rapport paru mardi 14 juin 2022.

Par Mohamed Ben Abderrazek

Le rapport révèle que les grandes banques centrales resserrent leur politique monétaire plus rapidement que prévu initialement, ce qui va probablement raréfier et augmenter le coût de la dette sur les marchés financiers internationaux.

Certains systèmes bancaires des marchés émergents sont exposés à ce phénomène soit directement par l'ampleur de leur propre dette extérieure, soit indirectement via l'importance de l'exposition aux risques souverains ou des entreprises.

Le rapport intitulé « Quels systèmes bancaires des marchés émergents sont les plus exposés aux tensions de financement externe et pourquoi ? » examine la situation des systèmes bancaires de cinq marchés émergents que S&P considère comme potentiellement vulnérables aux changements des conditions de liquidité mondiale : l'Égypte, l'Indonésie, le Qatar, la Tunisie et la Turquie.

Le risque de liquidité mondiale peut être transmis aux systèmes bancaires par deux canaux prin-



cipaux, indique le rapport de S & P: Un canal direct : il concerne les systèmes bancaires des pays fortement endettés. La Turquie et, dans une moindre mesure, le Qatar, ont les deux systèmes bancaires les plus exposés à ce risque, selon S & P. L'impact pourrait provenir de la baisse des taux de roulement de la dette extérieure et de l'épuisement des réserves de liquidité.

Un canal indirect : Ceci porte sur les systèmes bancaires exposés aux engagements d'agents économiques ayant une dette extérieure importante, tels que le secteur des entreprises (Indonésie) ou l'Etat (Tunisie - non noté -) et, dans une moindre mesure, l'Égypte. L'impact pourrait provenir de taux de roulement plus bas pour la dette sur le marché international des capitaux pour les entreprises ou de difficultés à refinancer la dette des États, ce qui pousserait à accroître l'endettement

auprès du système bancaire local ou à déprécier les monnaies nationales, entraînant de ce fait une forte pression économique. Les données du rapport de S&P montrent que la Turquie et la Tunisie sont les pays les plus vulnérables à l'évolution des conditions de liquidité mondiale. En Turquie, l'impact pourrait être direct et par des taux de roulement plus bas pour la dette extérieure du système bancaire. Dans le cas de la Tunisie, le risque est d'autant plus lié, d'après le rapport, à la transition politique du pays et à son impact potentiel sur les discussions avec le Fonds monétaire international (FMI). En l'absence d'une transition lucide et d'un soutien financier de la part des organismes multilatéraux de financement, S&P prévoit que le gouvernement pourrait être soumis à de graves pressions, ce qui impacterait négativement l'ensemble de l'écono-

mie et du système bancaire.

Aussi et selon une note publiée le 4 avril dernier par S & P, les banques de la zone MENA sont légèrement exposées aux répercussions du conflit entre la Russie et l'Ukraine du fait de leurs faible volume transactionnel avec les parties financières à ces deux pays. L'agence indique que les banques turques et tunisiennes sont exposées particulièrement aux conséquences négatives du conflit.

On précise en ce qui concerne la Tunisie que le pays est confronté à plusieurs défis majeurs à savoir : les pourparlers avec le FMI qui durent depuis une année, le fardeau des subventions des carburants et des produits alimentaires dans un marché mondial exigu, la lente reprise post-covid et les turbulences politiques, le risque souverain élevé lié à la dette publique qui pourrait impacté la situation des banques et la mon-

tée de l'inflation couplée à l'incertitude de l'efficacité des politiques économiques.

La note de S & P estime, par ailleurs, que les engagements des entreprises publiques auprès des banques sont élevés et avoisinent 16,5% du total des actifs bancaires. Elle prévoit que le taux des créances accrochées ou douteuses du secteur bancaire tunisien atteindra 13% en 2022.

Les pertes sur les crédits seront, selon les prévisions de l'agence, sur les 12-24 mois prochains de 150 points de base alors qu'elles étaient de 140 points de base en 2020 et ce, parallèlement à une baisse attendue des produits d'exploitation bancaire, d'une montée des coûts des risques (provisions sur les créances) ce qui affectera la capitalisation des banques dans le sens de l'adéquation de ses fonds propres aux risques encourus.

T. N.

INFLATION

En mai, les prix à la consommation en France ont augmenté de 5,2% sur un an

Par Wladimir Garcin-Berson

L'Insee a confirmé sa première estimation, ce mercredi matin.

Forte en Europe, au plus haut aux États-Unis, l'inflation est également massive dans l'Hexagone. Ce mercredi, l'Insee a publié son estimation définitive de l'indice des prix à la consommation en mai. Celle-ci confirme sa première analyse, publiée il y a deux semaines. « Sur un an, les prix à la consommation augmentent de 5,2 %, après +4,8 % en avril. Cette hausse de l'inflation résulte de l'accélération des prix de l'énergie [...], des services [...], de l'alimentation [...] et des produits manufacturés », détaille la note.

Dans le détail, de nombreux secteurs voient leurs prix augmenter. C'est notamment le cas de l'énergie, portée par l'essence et le diesel, qui attei-

gnent des niveaux records, et du gaz, qui accélèrent. Même chose pour les prix des services d'hébergement, de restauration, d'assurance, de protection sociale, des « loyers, eau, enlèvement des ordures ménagères » ou encore des prix d'entretien et de réparation de véhicules particuliers et ceux des produits manufacturés, qui accélèrent tous.

À l'inverse, d'autres voient la hausse ralentir sur le mois. L'Insee cite ainsi les prix de l'électricité, des services de transport, dont aérien et routier, ou encore des services de santé et ceux de communication, où la pression se desserre légèrement. Dans l'alimentation, la situation est contrastée : les prix des fruits frais ont baissé et ceux des légumes frais ont presque stagné, menant à un ralentissement net de l'inflation touchant les produits frais.

En parallèle, les prix de la viande, des volailles, du lait, du fromage, des œufs, des huiles, graisses, du café et du pain comme des céréales ont tous accéléré.

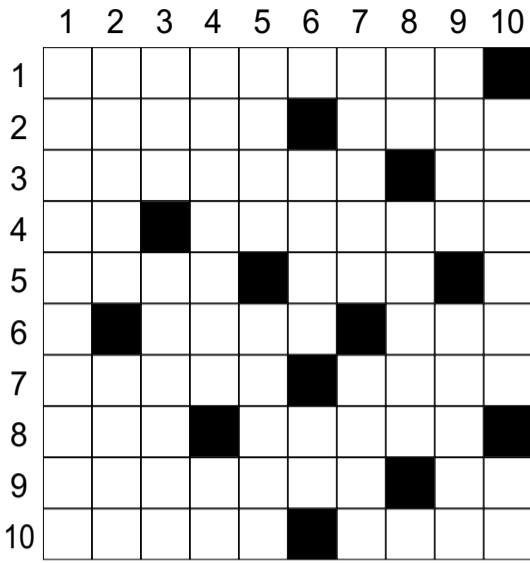
DES PISTES POUR PROTÉGER LE POUVOIR D'ACHAT ATTENDUES DÉBUT JUILLET

À la fin du mois dernier, les statisticiens nationaux tablaient sur une inflation en mai de 5,2% sur un an, après 4,8% en avril. Ce chiffre dépassait, pour la première fois en trente-sept ans, la barre symbolique des 5%. La hausse était particulièrement perceptible dans l'alimentation (4,2% d'augmentation annuelle, en mai), dans l'énergie (28%) et les services (3,2%), précisait l'Insee. En outre, la hausse mensuelle de l'indice harmonisé accélérerait à 0,7%, contre 0,5% le mois précédent, notait l'institut.

Ce sujet est regardé de près par les autorités, qui estiment qu'une inflation trop forte risquerait de fragiliser la croissance et la consommation. Le gouvernement doit porter, dans les prochaines semaines, un projet de loi exceptionnel sur le pouvoir d'achat, visant à protéger le portefeuille des ménages. Ce texte pourrait être présenté en conseil des ministres début juillet.

Pour autant, la France reste relativement épargnée par rapport à ses voisins européens : en mai, le taux d'inflation était deux fois plus élevé en Slovaquie, aux Pays-Bas et en Grèce, trois fois plus élevé en Lettonie et en Lituanie et près de quatre fois plus élevé en Estonie, selon Eurostat. Le taux mensuel tricolore comptait aussi parmi les plus faibles des vingt-sept.

Le Figaro



Horizontalement

- 1- Ancienneté. 2- Privé de chef - Bouché la cocotte. 3- Oiseau d'Amérique du Sud - Pépin.
- 4- Pour un rajout - Y allons à pleines dents.
- 5- Tu - Nouvelle politique économique.
- 6- Chérubin - Beau blond. 7- Singea - Membre. 8- Boisson - Mille - Pattes.
- 9- Epuisé - Connu. 10 Etreint - Beaucoup.

Verticalement

- 1- Enquêtent en privés. 2- Atteint l'oreille - Permet de régler la télé. 3- Monnaie asiatique - Travailler une étoffe. 4- Recouvrent la glace - Fin de verbe. 5- Capitaine au long cours - Maintenait ces dames.
- 6- Paré - Vieille clef. 7- Evité - Trop mûre.
- 8- Pour un intime - Passé sur le billard.
- 9- Collège anglais - Révolu.
- 10- Testes - Coutumes.

4x4 Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Rapetaçage Rapetasage Rapétassage Rapetassage	Scolopondre Scolopendre Scoloppendre Scaulopendre
Cranien Crânnien Crânien Crannien	Défonçage Défonssage Défançage Défençage

CECI EN ÉTAGE AU NIVEAU DE LA RUE	ABSURDITÉ PERSONNE NULLE	CONTEMPORAINES DANS	M'EN VAIS HÉLIUM	SENS DE L'HUMOUR	ENSEIGNE LUMINEUSE IMPRESSIONNANTES	ÉTAGE INTERMÉDIAIRE
RUSER POUR L'ITALIE		USÉS	COURSE RAPIDE ON LES METS DANS LE BAIN	IL FAIT LA ROUE TELLES CERTAINES JUPES		
CONSIGNÉES APRÈS RÉ	NÉ HORS MARIAGE RETOURNÉ			BOUQUINES SOLDAT AMÉRICAIN		À MOI
GRILLAGE CRI DE DOULEUR					CHAMBRE ÉTANCHE RETRANCHA	
		LES MIENS TRAHISON		APPEL AU SECOURS HOMME VIOLENT		PAYS EUROPÉEN
CHOISIS ENNEMIS DE L'ORDRE			ANIMAUX D'ÉLEVAGE SANS PITIÉ			
			PRODUISANT PASSÉES À L'OR FIN			GRUPE ENDOCTRINÉ
RIEN NE TROUVE GRÂCE À SES YEUX	DIEU DES PHARAONS BRAVER AVEC INSOLENCIE	SERRÉS			AMAS	
				PETIT ÉCRAN ODEUR DE BRÛLÉ		
POSSÈDE ANCIENNE CITÉ		BRAMER MOT DE DIPLOME			AINSI DANS LE TEXTE SOMMET	
	VÉRITABLE RÉGLA UN MOTEUR			OFFRE CAPITALE PUBLIÉ		MOT DE LIAISON RÉPAND UNE ODEUR
PAS VRAIMENT NOIRE AIRS POUR DEUX VOIX			ENSUITE PARTIE D'UN MUR			MONSIEUR ANGLAIS
		CONVULSIONS ÉLÉMENT DE NÉGATION				DEVANT DEVANT OU APRÈS
PARADIS BEAU PERROQUET			POISON			
		LASSITUDE			CLASSEMENT	

BIFFE-TOUT

EN 11 LETTRES :
Parc américain célèbre pour ses geysers

ANNÉE	FROISSURE	OUBANGUI
ANTHOLOGIE	GAFFER	PÉTRIR
ARGUS	GRELOT	POLITICARD
BATHYMÈTRE	GRINCHEUX	PONCER
BIEN	GUATEMALA	POULAIN
BIGOUDI	HOULE	RÉCONFORT
CADASTRE	INÉQUATION	REFLUX
CHARLESTON	INGRATE	RHINOCÉROS
COULEUVRE	LABOUR	SABRER
DENTURE	LACUSTRE	SÉJOUR
DIPLOMATIE	LANCINANT	SPONTANÉE
DOMINO	MAGELLAN	TOMBOLA
DOUTER	MAROCAINE	TRIMARAN
EMERILLON	MASSINISSA	TURFISTE
EMOUSTILLÉ	MÉDECIN	VISITEUR
ESCUDO	MOHAIR	VOLEUSE
FACTOTUM	NATTE	
FRITURE	OLIVÂTRE	

B A T H Y M E T R E E L L I T S U O M E
 G S P O N T A N E E E N I A C O R A M C
 U O T E Y N E D D M M A P L S F E M O O
 A U I O N B O S U I S E A O R U A L L U
 T B L E M M I T C S P B D I N G G D I L
 E A E R I B O G I U O L T E E C E R V E
 M N O N E T O N O U D U O L C N E R A U
 A G O I C F I L R U R O L M T I I R T V
 L U R A N S L P A E D A R U A A N P R R
 A I F H S E E U E T N I R E H T O W E E
 N L E A I T Q T X E R E R O F L I T R F
 O A M R R N A U T N E O M E I F R E U R
 L C G I T R O S A S I R F T T I A R E O
 L U R R G S I C U T U A I N M U E G T I
 I S E N E F A E E O I C L A O R O E I S
 R T I L R L L D J R A O R U B C T D S S
 E R S U U O O E A R O A N A O T E T I U
 M E T O V O S T D C N S S N A P E R V R
 E G R I N C H E U X T N A N I C N A L E
 A N T H O L O G I E N O T S E L R A H C

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT
 HALTEROPHILIE - SIRTAKI - GIRLS - MAMIES - NOUNOU - NIDS - RAFIOT - TETE - SERFS - ET - ENGENDRES - PRETEND - ASTRE - ES - NA - EN - EUE - IL - FETARDE - IS - ANAR - GRELON - ECONOMIE - AREU - HISSA - SIGNES - MER - IRE - SAISI - ETC - LOGE - BELGE - GALERIE - NIA - VICE - ERE - ETALIONS - USAS.

VERTICALEMENT
 BASANE - RELACHEMENT - LIMITES - NOIR - LIA - STRIDENT - FANS - EGAL - ETES - GENEROSITE - BRAS - SENAT - MARC - VO - OK - REND - AGI - GIN - EPINARD - ERRES - LACS - OFFRANDE - ISOLE - AIGUISES - ELAGAGE - LINO - STE - ORNIERES - SIROTE - RUINEES - IRA - ELU - TUEES - USINEES.

MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT
 1- ACTUALITES. 2- HARMONICA. 3- DO - TIC - BAR. 4- ARTICULERA. 5- NA - CAT - TTB. 6- UL - ALITA. 7- BENI - OUI. 8- IRAN - NID. 9- ACER - LE. 10- USE - TAULES.

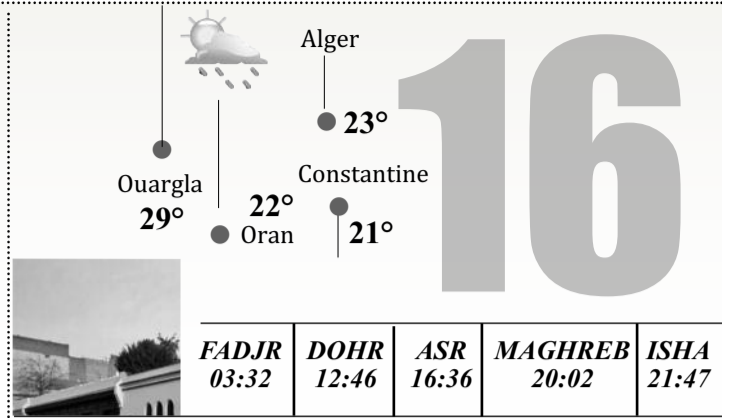
VERTICALEMENT
 1- DANUBE. 2- CHORALE - AS. 3- TA - NICE. 4- URTICAIRE. 5- AMICAL - ART. 6- LOCUTION. 7- IN - TU - DU. 8- TIBETAIN. 9- ECRAT - ILE. 10- SARABANDES.

4x4 Vidéocassette - Typographe Mignard - Panonceau

BIFFE-TOUT : DON JUAN

CAS CONFIRMÉS

Neuf (9) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 4 guérisons ont été enregistrés, tandis qu'aucun cas de décès n'a été déploré en Algérie, indique, mercredi, le ministère de la Santé dans un communiqué.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // JEUDI 16 JUIN 2022 // N°327 // PRIX 20 DA

MISE EN ÉCHEC D'UNE TENTATIVE D'INTRODUCTION DE PLUS DE 7 QX DE KIF TRAITÉ VIA LE MAROC

L'ANP arrête six narcotrafiquants

Des tentatives d'introduction de quantités importantes de kif traité à travers les frontières avec le Maroc ont été déjouées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier un bilan opérationnel du ministère de la Défense nationale.

Meriem Djouder

Dans son dernier bilan opérationnel du 08 au 14 juin 2022, des détachements combinés de l'Armée Nationale Populaire ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2e et 3e Régions Militaires, 06 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction de grandes quantités de drogues à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 07 quintaux et 19 kilogrammes de kif traité, alors que 19 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 05 kilogrammes de la même substance et 48 352 comprimés psychotropes lors de diverses opérations exécutées à travers les autres Régions Militaires, précise la même source. Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont arrêté 04 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire



national. Des détachements de l'ANP ont aussi intercepté, à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam et Djanet, 156 individus et saisi 17 véhicules, 38 groupes électrogènes, 21 marteaux piqueurs, 30 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, tandis que 21 autres individus ont été appréhendés et 19 fusils de chasse, 03 pistolets automatiques, 31 065 paquets de tabac, 28 tonnes

de denrées alimentaires destinées à la contrebande, ont été saisis à Ouargla, El-Oued, M'Sila, Biskra et Ghardaïa. Dans un autre contexte, les Garde-côtes ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 84 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 152 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national.

BÉJAÏA

ARRESTATION D'UN INDIVIDU POUR ESCROQUERIE ET USURPATION DE QUALITÉ DE HAUT FONCTIONNAIRE DE L'ETAT

La Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la Sûreté de la wilaya de Béjaïa a arrêté un individu, originaire d'El Oued, qui se faisait passer pour un haut fonctionnaire de l'Etat et arnaquait ses victimes en leur demandant des sommes d'argent importantes pour les faire bénéficier de différents avantages et privilèges, en contrepartie de sommes d'argent importantes, tels que les

dossiers de logement, les projets touristiques et d'autres activités commerciales, a indiqué hier, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). «Le mis en cause piège ses victimes en leur montrant des photos avec des responsables de certaines administrations locales et d'autres photos où il apparaît vêtu d'uniformes d'instances officielles pour gagner leur confiance», sou-

ligne la même source. De ce fait, la DGSN appelle «tous les citoyens qui auraient pu être victimes de cet individu ou détenant des informations sur lui, à se rapprocher de la Sûreté de la wilaya de Béjaïa ou du commissariat de police le plus proche à travers le territoire de la République pour déposer plainte ou faire une déposition dans cette affaire», conclut la même source. I.M./agence

EXPLOSION DE GAZ DE BORDJ BOU ARRÉRIDJ Cinq personnes écrouées

Dix personnes de la même famille avaient péri dans une explosion de gaz survenue le 7 avril dernier dans le centre-ville de Bordj Bou Arréridj. Dix-sept autres personnes avaient été blessées. Une maison de deux étages appartenant à la famille décimée après la violente explosion s'est effondrée. Le drame avait choqué les Algériens et des rive-

rains ont pointé la responsabilité de Sonelgaz. «C'est Sonelgaz qui porte la responsabilité», avait dénoncé un riverain. Plus de deux mois après, l'enquête ouverte par la justice vient de connaître ses premiers résultats. Et comme le ministre de l'Intérieur Kamel Beldjoud s'est engagé à rendre publics les résultats de l'enquête, c'est chose

faite. Selon un communiqué du Tribunal de Bordj Bou Arréridj publié via l'APS, cinq personnes poursuivies dans cette affaire ont été placées sous mandat de dépôt par le procureur de la République. Il s'agit de deux agents d'intervention, d'un agent d'exécution, d'un chargé de mission et d'un directeur de Sonelgaz, selon la même source.

JUSTICE

Trois ans de prison ferme contre l'ancien ministre du Tourisme, Abdelkader Benmessaoud

Le Pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné, hier, l'ancien ministre du Tourisme, Abdelkader Benmessaoud, à une peine de trois (3) ans de prison ferme, assortie d'une amende de 200 000 DA. L'accusé était poursuivi dans

une affaire de corruption lorsqu'il était wali de Tissemsilt. Des peines allant d'un (1) an à deux (2) ans de prison ferme assorties d'une amende de 100 000 DA ont été également prononcées à l'encontre d'anciens cadres de la Direction de l'industrie et de Directeurs des

domaines de la wilaya de Tissemsilt. Ces derniers sont accusés d'octroi illégal de terres agricoles à Tissemsilt et de détournement de leur vocation à des fins d'activité industrielle, octroi d'indus privilèges, dilapidation de deniers publics, et abus de fonctions.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE S'EST DÉROULÉE EN PRÉSENCE DES ACTIONNAIRES, DES ADMINISTRATEURS ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ALLIANCE ASSURANCES ANNONCE UNE HAUSSE DE 2% DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES

Lors de son Assemblée Générale Mixte, réunie en session ordinaire et extraordinaire, jeudi 2 juin 2022 au niveau de son siège social basé au centre des affaires, El Qods, Chéraga, Alliance Assurances a présenté le bilan de ses activités de l'année 2021. Sous la présidence du Président du conseil d'administration, Hassen Khelifati, les Assemblées Générales se sont déroulées en présence des actionnaires, des administrateurs, des commissaires aux comptes, de représentants de la COSOB, de la Bourse d'Alger, des banques ainsi que des cadres de la Compagnie. À l'issue de l'Assemblée, Alliance Assurances a annoncé des résultats financiers positifs relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021. Dans le rapport de gestion de la Compagnie, rendu public le 25 avril dernier, il est fait mention d'un chiffre d'affaires de 4.823 milliards DZD (vs 4.728 milliards DZD en 2020), soit une croissance évaluée à 2%. Quant au marché, globalement, il a enregistré une croissance de + de 4,8 % avec un recul en automobile de - 3,8 %. Le marché a été tiré par la branche IARD notamment la réassurance internationale qui a réajusté ses tarifs à la hausse



(plus de 30 et 40 %) pour la couverture des grands risques nationaux. Une analyse plus fine des branches nous indique que tout ce qui relève du local a régressé en raison du dumping et du non-respect des tarifs minimums et cela s'applique sur toutes les branches. S'agissant du résultat, il est de 502 millions DZD (vs 481 millions DZD en 2020), soit une croissance de 4.5%. En ce qui concerne les dividendes à distribuer, la valeur du dividende par action a été fixée à 35 DA (vs 32 DA en 2020) soit un rendement annuel de plus de 9% net par rapport au cours de l'action actualisé. Ces dividendes seront mis en paiement dans les délais réglementaires, à savoir avant le 30 septembre 2022. Z.M.